



RAPPORT  
SEMESTRIEL  
2013



<b>1</b>	<b>PRÉSENTATION DU GROUPE</b>	<b>1</b>
	1.1 Informations financières sélectionnées	2
	1.2 Profil de la Société et chiffres clés	3
	1.3 Risques et facteurs de risque	4
<b>2</b>	<b>RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2013</b>	<b>9</b>
	2.1 Faits marquants	10
	2.2 Résultats du Groupe	17
	2.3 Événements postérieurs à l'arrêté des comptes semestriels	23
<b>3</b>	<b>COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU GROUPE BULL</b>	<b>25</b>
	3.1 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	26
	3.2 Comptes semestriels consolidés résumés et notes annexes	27
<b>4</b>	<b>INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL</b>	<b>59</b>
	4.1 Informations concernant le capital social	60
	4.2 Organigramme	62
	4.3 Informations concernant les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 30 juin 2013	64
	4.4 Informations concernant les principales participations non incluses dans le périmètre de consolidation	70
<b>5</b>	<b>INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES</b>	<b>71</b>
	5.1 Responsable du rapport financier semestriel	72

Les chiffres indiqués en millions d'euros dans les tableaux et les analyses figurant dans l'ensemble du document ont été arrondis. Par conséquent, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres arrondis séparément. De même, la somme des pourcentages calculés à partir des chiffres arrondis, ne correspond pas forcément à 100 %.

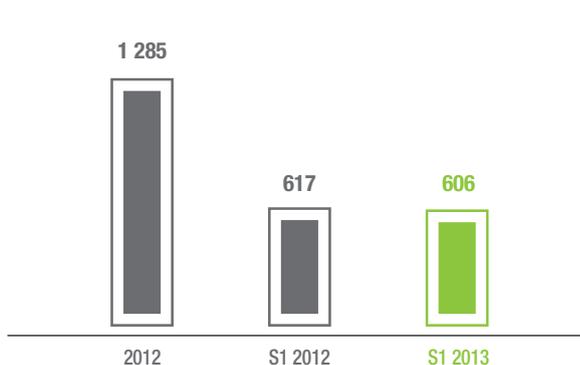
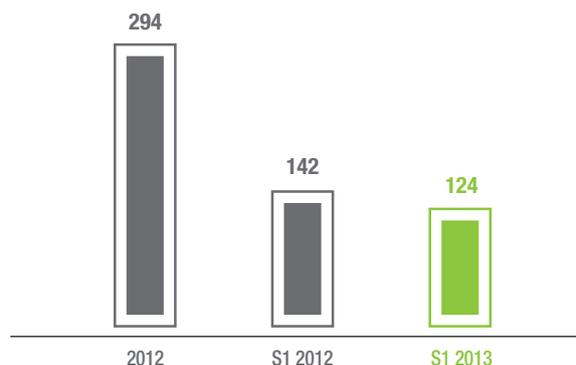
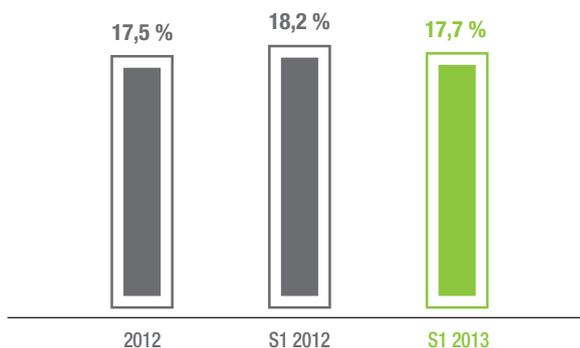
# PRÉSENTATION DU GROUPE



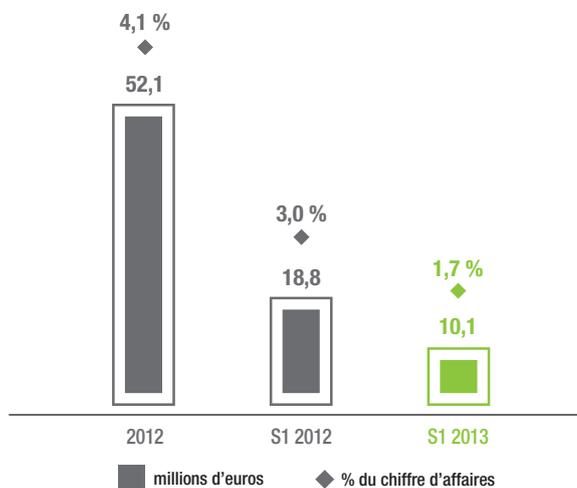
1

1.1	INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES	2
1.2	PROFIL DE LA SOCIÉTÉ ET CHIFFRES CLÉS	3
1.3	RISQUES ET FACTEURS DE RISQUE	4

## 1.1 INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES\*

→ CHIFFRE D'AFFAIRES  
(EN MILLIONS D'EUROS)→ MARGE BRUTE  
(EN MILLIONS D'EUROS)→ FRAIS COMMERCIAUX ET ADMINISTRATIFS  
(EN % DU CHIFFRE D'AFFAIRES)

→ EFFECTIF EN FIN DE PÉRIODE

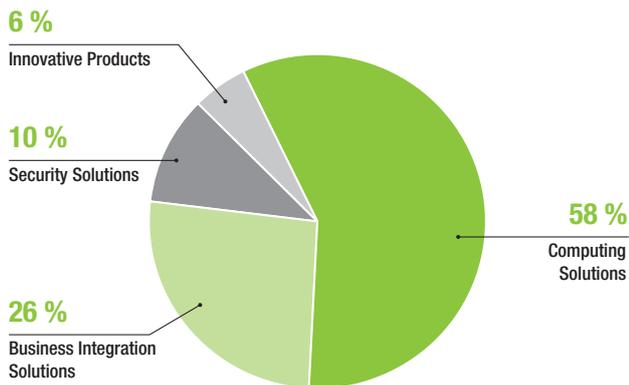
→ ÉVOLUTION DE L'EBIT<sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> EBIT = Résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers et quote-part des sociétés associées.

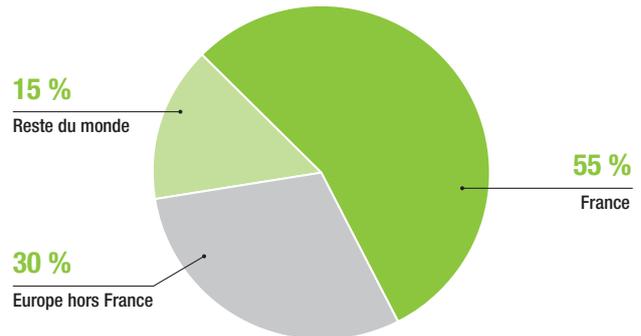
\* Informations retraitées des amendements à IAS 19 tel qu'il est mentionné dans la note 2 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés, page 34.

## 1.2 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ ET CHIFFRES CLÉS

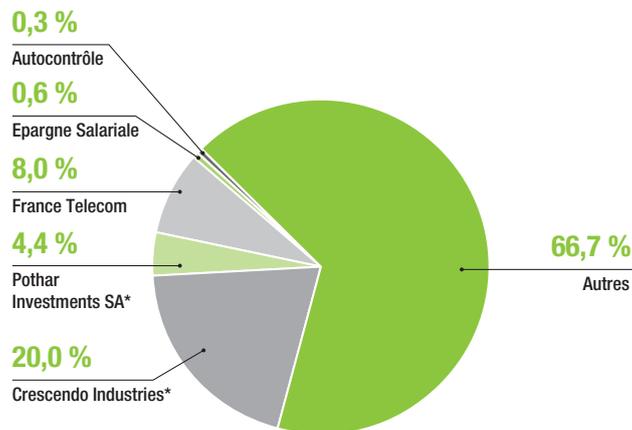
→ CHIFFRE D'AFFAIRES PAR BUSINESS LINE



→ CHIFFRE D'AFFAIRES PAR GÉOGRAPHIE



→ ACTIONNARIAT (AU 30 JUIN 2013)



\* Personne morale liée à Philippe Vannier, Président-directeur général de Bull, Marc Hériard Dubreuil, membre du conseil d'administration et Dominique Lesourd, représentant de Crescendo Industries au conseil d'administration de Bull.

## 1.3 RISQUES ET FACTEURS DE RISQUE

Le Groupe (désigne la société mère Bull SA et les sociétés qu'elle contrôle et qui sont consolidées) exerce son activité dans un environnement qui connaît une évolution rapide et fait naître de nombreux risques dont certains échappent à son contrôle. Cependant, Bull conduit une politique de gestion des risques visant à assurer au mieux la défense et le développement de son patrimoine et de sa réputation, et à protéger les intérêts de ses actionnaires, salariés, clients, fournisseurs, de l'environnement et de ses autres parties prenantes.

Bull procède régulièrement à des revues de ses risques, notamment à travers l'établissement d'une cartographie des risques. Cette cartographie a pour objet d'identifier, dans les différentes entités du Groupe, les risques liés aux différents processus et activités. L'analyse des risques conduit ensuite à définir des actions locales ou transversales pour maîtriser les risques majeurs.

Les risques présentés dans ce chapitre ne sont pas les seuls auxquels le Groupe doit ou devra faire face, mais les risques opérationnels généralement liés aux secteurs d'activité dans lesquels Bull intervient, et ceux propres à l'activité et à l'organisation du Groupe sont présentés ci-dessous par thème.

### Risques juridiques

Bull est une société anonyme française cotée en Bourse à NYSE – Euronext Paris.

À ce titre la direction juridique Groupe veille à l'application de toutes les dispositions législatives et réglementaires, tant nationales que communautaires, applicables aux sociétés anonymes faisant appel public à l'épargne.

À l'exception de certaines activités et notamment à l'exportation où des autorisations spécifiques sont nécessaires, la Société et ses filiales ne sont soumises à aucune réglementation particulière pour l'exercice de leurs métiers qui pourraient avoir une incidence sur leur situation financière ou comporter des risques particuliers pouvant affecter leur développement.

Les risques juridiques de Bull et ses filiales sont principalement liés à leurs activités commerciales de concepteur, de fabricant et de distributeur de matériel informatique, de logiciel et de solutions de sécurité, ainsi que de prestataire de services informatiques.

La direction juridique veille à ce que les relations contractuelles avec les tiers, qu'ils soient clients, fournisseurs ou prestataires de services, soient raisonnablement encadrées par des documents établissant des relations équilibrées. Les principaux facteurs de risque pour lesquels Bull et ses filiales pourraient être impliquées sont ceux résultant de litiges en matière de propriété industrielle ou intellectuelle, de responsabilité contractuelle en matière de vente de produits ou des prestations de services jugées insatisfaisantes, ainsi qu'en matière de distribution et/ou de commercialisation de produits.

De façon régulière les sociétés du Groupe sont amenées à émettre des garanties bancaires de bonne fin qui sont exigées par les clients lors de la signature de contrats d'une certaine importance. La direction financière assistée de la direction juridique veille tant à la rédaction des garanties bancaires qu'à la prévention de tout tirage injustifié de ces garanties.

De façon exceptionnelle et malgré le soin apporté à la prévention, les conseils externes et les garanties dont le Groupe s'entoure, les opérations d'investissement ou de désinvestissement peuvent conduire à des contentieux qui ne sont pas particulièrement liés à l'activité intrinsèque de Bull, mais qui sont inhérents à ces opérations menées par toute entreprise qui évolue.

Dans la gestion courante des affaires, certaines sociétés du Groupe sont parties prenantes des procédures judiciaires, la plupart d'ordre commercial. Il n'existait au 30 juin 2013 aucun litige devant des tribunaux ou en arbitrage susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine du Groupe, qui n'ait pas été pris en compte dans les états financiers.

Lorsqu'elles sont reçues par une société du Groupe, les différentes réclamations précontentieuses ou contentieuses font l'objet d'une analyse soignée et d'une évaluation de risque par les juristes du Groupe. Les analyses des précontentieux et contentieux significatifs et les décisions qui en découlent sont ensuite partagées avec les différents cabinets d'avocats qui défendent les intérêts du Groupe. Les conséquences financières découlant du résultat de ces analyses sont prises en considération dans les états financiers du Groupe. Une révision des analyses des précontentieux et contentieux est effectuée sur une base semestrielle en fonction de l'évolution de chaque dossier.

Il n'existe pas de procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance et dont elle serait menacée) qui pourrait avoir ou a eu au cours du premier semestre 2013 des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

### Risques liés à l'activité

#### LES FOURNISSEURS, SOUS-TRAITANTS ET PARTENAIRES

Pour l'ensemble de ses offres de technologies et de solutions, Bull est dépendant de diverses coopérations avec des partenaires. L'évolution du métier de Bull dans un marché ouvert l'amène à nouer des partenariats afin de permettre le développement et la mise au point de ses offres produits et services.

Bull est donc dépendant, comme ses concurrents, d'un environnement comprenant des fournisseurs de composants ou de matériel, d'éditeurs de logiciel, et de groupes de travail ou d'autres prestataires. Cependant, dans un monde de systèmes ouverts où la plupart des acteurs se concurrencent entre eux mais coopèrent également dans de nombreux domaines, la standardisation et la banalisation des plates-formes et des offres réduisent ce risque de dépendance en permettant très souvent des alternatives.

Pour certaines offres, le Groupe dépend néanmoins d'un seul partenariat ou d'une seule source d'approvisionnement. Dans ces cas, Bull s'efforce de maîtriser ce risque grâce à sa faculté à anticiper ses besoins et à travailler très en amont avec ses fournisseurs. Son système de prévisions s'intègre bien dans le processus de fabrication et de développement de produits de ses fournisseurs. De plus, Bull s'appuie sur des fournisseurs fiables et pérennes, et dont la capacité à satisfaire la demande est reconnue.

## LES CLIENTS

Bull entretient avec ses clients des relations commerciales basées sur des contrats qui correspondent aux critères usuels de la profession. Certains de ces contrats, soit par leur taille, soit par leur durée, sont de nature telle que leur arrêt sans préavis pourrait affecter une activité du Groupe.

Néanmoins la structure du portefeuille global de clients peut être considérée comme suffisamment diversifiée pour que cet impact soit limité à l'échelle du Groupe.

## LES GARANTIES DONNÉES AUX CLIENTS

Pour un certain nombre de contrats, le Groupe a été amené à donner à ses clients des garanties de bonne exécution, couvertes par des cautions bancaires. Le montant de ces engagements est donné dans la note 29 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés, page 55.

## CONTRATS DE SERVICES

Dans le secteur des services informatiques, il est d'usage que certains contrats soient facturés sur la base de la prestation réalisée (régie) et d'autres sur la base d'un prix fixe (forfait). Les contrats en régie sont généralement effectués sur la base de prestations de services définies avec le client, quantifiées et facturées sur une base journalière ou mensuelle. Le chiffre d'affaires des contrats au forfait est reconnu soit sur la base de l'avancement fondé sur des indicateurs de développement du projet, soit par une méthode de points de passage définis contractuellement (*milestones*).

## Risque de contrepartie

Les risques clients sont encadrés par une politique Groupe spécifique. Des limites de crédit sont fixées pour tout client privé, avec une révision au moins annuelle. Au-delà d'un certain montant, ces limites de crédit sont approuvées par la direction financière Groupe.

La proportion élevée de clients publics limite fortement le risque clients auquel le Groupe est exposé.

Les créances de Bull SAS sur ses clients domiciliés en France bénéficient, pour 98 % de leur montant au 30 juin 2013, d'une assurance-crédit dans le cadre du contrat d'affacturage.

Les autres risques de contrepartie portent sur les placements de trésorerie et les instruments dérivés de change. Pour ces deux types d'opérations, ne sont retenus que des partenaires financiers de premier plan.

## Risque de liquidité

La totalité des filiales françaises, et la majorité des filiales d'Europe de l'ouest, sont impliquées dans un processus quotidien de centralisation automatique de la trésorerie par la société mère du Groupe. Les autres filiales transfèrent régulièrement leur trésorerie excédentaire disponible à la société mère.

Une partie de la trésorerie, correspondant notamment aux comptes de garantie liés aux contrats d'affacturage (voir note 15 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés, page 43) et aux dépôts liés aux cautions bancaires, est reconnue comptablement comme non disponible. Au 30 juin 2013, le montant correspondant était de 40 millions d'euros.

Par ailleurs, la trésorerie détenue par un certain nombre d'entités à l'étranger n'est pas disponible au niveau de la trésorerie Groupe. Le montant correspondant est estimé à environ 25 millions d'euros, dont la plus grande partie est constituée par la trésorerie placée localement par Bull GmbH, et qui constitue le complément du prêt de 53 millions consenti à Bull, l'ensemble constituant les actifs financiers couvrant les engagements de retraite de cette filiale.

La liquidité du Groupe a été renforcée par la mise en place, en 2013, d'une ligne de crédit confirmée au profit de Bull de 20 millions d'euros, d'une durée de 19 mois (voir note 21 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés, page 47), non utilisée au 30 juin 2013. Dans ce cadre, il est prévu que Bull respecte des engagements financiers, mentionnés dans la note 21, lesquels, s'ils n'étaient pas respectés, déclencheraient l'exigibilité immédiate du prêt. Bull respecte ces engagements financiers.

Depuis janvier 2011, le Groupe dispose d'un crédit syndiqué de 50 millions d'euros, d'une durée de cinq ans (voir note 21 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés, page 47). Ce crédit comporte une tranche amortissable de 35 millions d'euros tirée dès la mise en place, et une tranche sous forme de crédit renouvelable et amortissable de 15 millions d'euros, non utilisée au 30 juin 2013.

Ce crédit syndiqué prévoit que Bull respecte des engagements financiers, mentionnés dans la note 21, lesquels, s'ils n'étaient pas respectés, déclencheraient l'exigibilité immédiate du prêt. Bull respecte ces engagements financiers.

Une partie de la trésorerie du Groupe résulte de l'affacturage. L'impact en trésorerie est indiqué à la note 15 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés, page 43. Le principal contrat concerne les sociétés Bull SAS, SA Bull NV (Belgique) et Serviware. Au titre de ce contrat, l'affactureur s'engage à mettre à la disposition de ces sociétés une ligne de financement de 180 millions d'euros, valable jusqu'au 31 décembre 2014, sous réserve du respect des ratios indiqués dans cette même note.

À fin décembre 2011, le Groupe a mobilisé auprès d'un partenaire bancaire sa créance de Crédit d'impôt recherche au titre de l'exercice 2010. Cette mobilisation a amélioré la trésorerie du Groupe d'un montant de 17,1 millions d'euros (voir la note 21 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés, page 47).

La trésorerie disponible au niveau du Groupe enregistre des variations importantes au cours de chaque semestre, liées aux cycles de facturation et d'encaissement. Ces variations sont de l'ordre de 130 millions d'euros, avec les points hauts atteints en fin de semestre.

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

## Risque de taux d'intérêt

Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés pour couvrir son risque lié à la variation des taux d'intérêt.

Le détail des actifs et passifs financiers est donné dans la note 25 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés, page 50. Au bilan, les actifs financiers à taux variable excèdent largement les passifs financiers à taux variable. Les contrats d'affacturage mis en place par les sociétés du Groupe donnent lieu à un financement à taux variable des créances commerciales cédées sans recours. Le montant de ces financements au 30 juin 2013 est de 88,0 millions d'euros (voir note 15 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés, page 43), et l'exposition nette totale du Groupe au risque de taux variable, en tenant compte de ces financements, est de 15,2 millions d'euros.

Les actifs et passifs financiers à taux variable sont très majoritairement libellés en euros, et liés à des indices qui évoluent de manière similaire.

Une variation de 100 points de base des taux court terme (l'Euribor 3 mois pouvant être considéré comme le principal indice de référence) se traduirait par un impact de 0,15 million d'euros sur le résultat avant impôts du Groupe.

## Risque de change

Le groupe Bull est soumis à des risques de change naissant de ses transactions commerciales en devises, ainsi que des relations financières entre les entités, essentiellement avec la société mère.

L'exposition du Groupe aux risques de change est donnée dans la note 25 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés, page 50.

Les opérations de couverture des risques de change sont coordonnées par la trésorerie Groupe. Les transactions des filiales sont dans la plupart des cas réalisées en devise locale, sauf pour ce qui est de Bull SAS, l'entité en charge des achats Groupe, dont une partie est effectuée en devises, principalement en USD.

Afin de réduire son exposition aux risques de change, le Groupe négocie des achats et ventes de devises à terme et instruments de nature optionnelle et les met à disposition des filiales concernées.

### RISQUE DE CHANGE LIÉ À LA POSITION COMMERCIALE

Le Groupe couvre principalement les achats en devises réalisés par Bull SAS. La couverture concerne à la fois les dettes fournisseurs au bilan et les achats prévisionnels, sur une base annuelle, ainsi que ceux se rapportant à des contrats unitaires de montant particulièrement important.

La couverture est constituée d'une part d'instruments dérivés de change, d'autre part d'opérations à seuil de déclenchement (*stop loss*). Ces ordres sont exécutés lorsque le cours de la devise atteint un certain seuil. Les cours de déclenchement sont calculés de manière à obtenir le cours moyen qui avait été retenu pour le budget couvert.

Comptablement, certains instruments dérivés sont désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie en conformité avec les critères de la norme IAS 39. La partie efficace de la variation de juste valeur de ces instruments de couverture est enregistrée en contrepartie des capitaux propres, la partie inefficace en compte de résultat.

Les variations de valeur des autres instruments dérivés, pour lesquels n'est pas établie une relation de couverture, sont comptabilisées en compte de résultat.

### RISQUE DE CHANGE LIÉ À LA POSITION FINANCIÈRE

Il concerne les entités qui portent des prêts ou des emprunts internes au Groupe, libellés dans une devise autre que leur monnaie de fonctionnement : il s'agit essentiellement de la société Bull. La couverture du risque de change correspondant donne lieu à des achats ou ventes à terme de devises.

## Risque action

Au 30 juin 2013, l'exposition du groupe Bull au risque action concerne essentiellement les 264 000 actions Bull détenues en autocontrôle pour les besoins du contrat de liquidité. Ces actions sont valorisées au cours de clôture du 30 juin 2013, soit 0,6 million d'euros. À titre d'exemple, une variation négative de 10 % du cours de l'action Bull par rapport au cours du 30 juin 2013 aurait donc un impact négatif d'environ 65 000 euros sur les comptes du Groupe. Dans ce contexte, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de mettre en place une politique d'encadrement du risque action.

## Risque pays

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de risque significatif global du fait du faible volume d'activité réalisé dans un certain nombre de pays déterminés présentant une instabilité économique ou politique forte. Cependant l'exposition est plus importante pour certaines activités dans un certain nombre de ces pays. Si tous ces risques venaient à survenir concomitamment, ils auraient un impact sur les comptes du Groupe, néanmoins limité.

Comme pour toutes les entreprises de la zone euro, tout risque systémique ne peut être écarté.

## Marques, brevets et licences

La direction de la propriété intellectuelle assistée de plusieurs cabinets spécialisés dans ce domaine, est en charge de la protection, de la valorisation, de la surveillance et de la défense de la propriété industrielle et intellectuelle et des droits qui y sont attachés pour l'ensemble des sociétés du Groupe.

Le Groupe confirme qu'à sa connaissance et en fonction de la veille technologique qui est faite, il est propriétaire ou détient par licence ou autrement, les droits de propriété intellectuelle et industrielle nécessaires à la réalisation de la majorité de ses activités actuelles. Certaines des licences ont été contractées pour une période limitée, mais le Groupe estime qu'il ne devrait pas exister d'obstacle majeur à les renouveler. De même, en ce qui concerne les accords en cours, Bull n'a pas de raison de suspecter d'éventuelles résiliations unilatérales de la part des titulaires des droits. Le renouvellement ou la modification de ces contrats s'effectue dans le cadre de négociations usuelles entre clients et fournisseurs. Le Groupe veille à la bonne information de ses clients en ce qui concerne les engagements souscrits avec ses donneurs de licences et devant être répercutés aux utilisateurs des logiciels licenciés. Aucun litige ou réclamation significatif n'est pendant ou ne fait l'objet de menace précise en ce qui concerne l'usage et l'exploitation de la propriété industrielle et intellectuelle appartenant aux sociétés du Groupe ou mise en œuvre par celles-ci.

Le Groupe a une politique de protection active de ses activités technologiques, passant par un nombre croissant de dépôts de demandes de brevets et la gestion du portefeuille de brevets d'invention avec une couverture géographique définie selon les pays d'exploitation commerciale de la technologie brevetée.

Le Groupe a une politique d'incitation pour les chercheurs et ingénieurs au dépôt de brevets pour les inventions faites dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement.

Le Groupe a également une politique de protection active des marques utilisées pour les besoins de ses activités commerciales et examine de façon régulière si la couverture géographique des protections souscrites correspond à celles de l'exploitation des marques.



# RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2013



<b>2.1</b>	<b>FAITS MARQUANTS</b>	<b>10</b>
2.1.1	Innovative Products	10
2.1.2	Computing Solutions	12
2.1.3	Business Integration Solutions	13
2.1.4	Security Solutions	14
2.1.5	Gouvernement d'entreprise	16
<b>2.2</b>	<b>RÉSULTATS DU GROUPE</b>	<b>17</b>
2.2.1	Changements de périmètre	17
2.2.2	Résultats au 30 juin 2013	17
<b>2.3</b>	<b>ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'ARRÊTÉ DES COMPTES SEMESTRIELS</b>	<b>23</b>

## 2.1 FAITS MARQUANTS

### Bull lance Bull Boost : des offres stratégiques pour faire du numérique un moteur de croissance

Au 1<sup>er</sup> semestre 2013, Bull confirme son expertise dans les projets numériques à haute valeur ajoutée et lance Bull Boost, un programme d'offres conçu pour aider les organisations à faire des technologies de l'information un catalyseur stratégique et doper leur usage. Face à la crise, la réduction des coûts est au cœur de la stratégie de nombreuses organisations. Pourtant, les chiffres démontrent que la croissance est là pour ceux qui savent profiter des nouvelles opportunités d'un monde en mutation : nouveaux marchés, nouveaux usages, nouveaux modèles économiques... Représentant 30 % de la croissance mondiale, le numérique est au cœur de ces enjeux. Avec Bull Boost, Bull propose des axes d'amélioration avec un retour sur investissement rapide et mesurable, pour aider les organisations à gagner en agilité et s'imposer parmi les leaders de demain.

### La Direction Générale de l'Armement (DGA) confie à Bull la réalisation de la version initiale du Système d'Information du Combat de Scorpion (SICS)

Dans le domaine de la sécurité et de l'intégration de solutions complexes, Bull a signé un contrat significatif d'environ 40 millions d'euros, avec la Direction Générale de l'Armement (DGA) qui lui a confié la réalisation du Système d'Information du Combat de Scorpion (SICS) qui équipera dès 2016 l'ensemble des forces terrestres. Le SICS offrira ainsi aux usagers un système amélioré en matière de simplicité, d'ergonomie, de robustesse, d'automatisation et de fluidité des échanges, entre et au sein, des différents niveaux de commandement. Bull a proposé une approche novatrice en empruntant des méthodes et des technologies au monde civil, et en les durcissant pour répondre au besoin militaire.

### Bull classé parmi les 10 % des entreprises informatiques les mieux notées en matière de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) par EcoVadis

La politique de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) de Bull est reconnue par les agences de notation, les investisseurs et les clients. Bull est ainsi classé parmi les 10 % des entreprises informatiques les mieux notées en matière de RSE par EcoVadis. Bull s'est par ailleurs hissé à la onzième place du classement global des 230 sociétés cotées évaluées par le GAIA Index pour leur engagement RSE et à la troisième place des sociétés de services. Au « Grand Prix de la Transparence 2012 » organisé par Labrador, Bull s'est également classé deuxième des sociétés de services pour la qualité de son document de référence. En France, l'agence TNS Sofres produit un baromètre de satisfaction clientèle basé sur un échantillon représentatif. Lors de cette enquête, 70 % des clients ont déclaré percevoir Bull comme « un acteur du développement durable ». Après le 10/10 en RSE décerné l'année dernière par l'une des plus grandes banques européennes, l'une des toutes premières institutions financières publiques françaises, elle-même acteur engagé du développement durable, Bull est classé premier, lors d'une consultation, pour sa démarche RSE, devant 116 concurrents du secteur informatique.

### 2.1.1 INNOVATIVE PRODUCTS

### Bull étend sa présence aux États-Unis en lançant un canal de distribution dédié à ses serveurs bullion lors du VMware Partner Exchange 2013

Disponible nativement sous VMware ou sous Red Hat, bullion est le serveur d'entreprise x86 le plus rapide au monde. En avril 2010, Bull a lancé bullion en Europe et dans d'autres régions du monde. Depuis, bullion a été choisi par des centaines de clients, notamment la division *Global Document Outsourcing* de Xerox, des administrations, de grands opérateurs de télécommunications, des banques et des industries. En 2013, Bull décide de distribuer bullion aux États-Unis en s'appuyant sur des intégrateurs et distributeurs nord-américains.

Le serveur bullion est né de l'expertise de Bull dans les mainframes et dans le calcul intensif. C'est un serveur x86 certifié par VMware, qui peut évoluer jusqu'à 16 processeurs Intel® Xeon® soit un total de 160 cœurs. Grâce à son évolutivité, sa fiabilité et son faible coût total de possession, le serveur bullion est particulièrement adapté à la virtualisation des applications critiques, l'hyper-consolidation, le cloud privé et l'évolution des architectures propriétaires vers les architectures standard.

## Un supercalculateur Bull pour le nouveau centre d'excellence tchèque dédié au calcul intensif

L'Université technologique d'Ostrava et Bull ont signé un contrat prévoyant la fourniture d'un supercalculateur bullx™, première étape de la création du Centre National de Calcul haute performance par IT4Innovations, basé à Ostrava. Le système, *small cluster*, livré fin mars 2013 est devenu opérationnel en mai. Grâce à ce supercalculateur, la communauté scientifique et l'industrie tchèques ont accès à une puissance de calcul théorique de 82 téraflops, qui leur permet de faire progresser l'innovation dans des domaines tels que les nanotechnologies, l'ingénierie et l'industrie des transports.

La solution proposée par Bull comprend non seulement un supercalculateur bullx™ de 82 téraflops, mais également la location d'un container mobull™, un data center mobile temporaire, qui hébergera le supercalculateur en attendant l'achèvement de la construction du Centre de Calcul haute performance d'IT4Innovations.

## Bull inaugure le Centre d'Excellence pour la Programmation Parallèle, 1<sup>er</sup> centre européen d'excellence dédié au développement de logiciels parallèles et à l'optimisation du calcul intensif

Bull inaugure le Centre d'Excellence pour la Programmation Parallèle, le premier centre européen d'excellence technique et industrielle dans ce domaine. En travaillant avec les leaders technologiques, ce centre a pour vocation d'aider les ingénieurs et les scientifiques des centres de recherche et du secteur de l'industrie à franchir l'étape technologique cruciale de la « parallélisation des applications de calcul intensif ».

La parallélisation réside en la capacité des applications à réaliser des calculs simultanés (en parallèle) sans avoir besoin d'attendre la fin d'un calcul pour en débiter un autre. Avec la réduction de l'empreinte carbone, la parallélisation des applications est l'enjeu majeur du développement des supercalculateurs pour les décennies à venir.

Pour que les applications industrielles et scientifiques puissent être compétitives à l'ère des supercalculateurs pétaflopiques et au-delà, les applications vont devoir être réalisées et optimisées pour les architectures informatiques hautement parallèles. Le Centre d'Excellence de Bull pour la Programmation Parallèle aide les entreprises et les scientifiques face à ce défi majeur : il s'agit de continuer la marche vers toujours plus d'innovation et de compétitivité.

## Bull annonce son offre de grands serveurs Linux® pour la modernisation des infrastructures informatiques critiques

Bull étend son offre de solutions pour les infrastructures critiques en annonçant les serveurs bullion en environnement *Red Hat Enterprise Linux* (RHEL) et *Red Hat Enterprise Virtualization* (RHEV). Bull a présenté ces nouvelles solutions dans les principaux pays européens lors du *Red Hat tour* en avril 2013. Parmi les plus rapides au monde dans leur catégorie, les serveurs bullion constituent l'alternative Linux® que le marché attendait pour les infrastructures critiques et contribuent à réduire les coûts de data center.

Le premier opérateur brésilien qui s'est équipé de serveurs bullion pour ses applications critiques Telefonica Vivo, qui vient de fêter son 90 millionième client, a déployé avec succès la technologie bullion et *Red Hat Enterprise Linux* pour ses applications critiques.

## Bull équipe Météo France du premier supercalculateur en Europe basé sur le processeur Intel® Xeon® E5-2600 v2

Le premier des supercalculateurs bullx commandés par Météo France a été installé sur le site de Météo France à Toulouse. Il sera disponible cette année pour la production. Ce nouveau supercalculateur de Météo France est le premier entièrement équipé du futur processeur Intel® Xeon® E5-2600 v2 basé sur la microarchitecture *Ivy Bridge* et la technologie 22nm. C'est également le plus grand système intégrant la nouvelle technologie de refroidissement liquide direct développée par Bull, dont l'objectif est de réduire la consommation d'énergie.

Le supercalculateur bullx de Météo France bénéficie de la technologie de refroidissement liquide direct développée par Bull. Le refroidissement s'effectue à l'intérieur de la lame elle-même, par le contact direct entre les composants produisant de la chaleur (processeurs, mémoires...) et une plaque à l'intérieur de laquelle circule un liquide de refroidissement. Cela permet d'utiliser pour le refroidissement de l'eau à température ambiante. On obtient une amélioration des performances énergétiques de l'ordre de 40 % par rapport aux centres de données traditionnels, bien que des systèmes DLC (*Direct Liquid Cooling* – Refroidissement liquide direct) soient aussi faciles à maintenir que les systèmes classiques, refroidis par air.

## 2.1.2 COMPUTING SOLUTIONS

### Carrefour confie à Bull sa chaîne de support informatique

Carrefour France renouvelle sa confiance à Bull pour la prise en charge de son *Service Desk* sur une durée de trois ans. Ce contrat concerne toute la chaîne de support informatique du distributeur en France. Bull devient l'interface d'entrée unique des quelque 220 000 utilisateurs potentiels, qu'il s'agisse des utilisateurs des 20 000 caisses en magasins, du personnel en entrepôts ou des sièges, tous répartis sur plus de 2 500 sites. Bull assure la réception et la qualification de leurs demandes de support, résout les incidents en ligne ou transmet les demandes plus complexes ou hors périmètre applicatif à des niveaux supérieurs de support.

De l'efficacité et de la fluidité de cette chaîne de support informatique dépend la bonne marche de processus métiers majeurs, *front office* ou *back office*, comme l'encaissement, la logistique, la gestion des commandes et des stocks ou encore la consolidation quotidienne du chiffre d'affaires.

Afin de limiter l'impact et la durée des incidents, Bull apporte l'assurance que chaque utilisateur dispose, dès le premier appel, d'un intervenant compétent dans son domaine. Au total, plus de 530 applications métiers sont concernées, ainsi que les demandes liées à 54 000 équipements.

### Bull annonce StoreWay Calypso 10, solution de protection des données et de gestion des informations, basée sur CommVault Simpana

Bull annonce la disponibilité immédiate de la version 10 de sa suite logicielle StoreWay Calypso, basée sur la solution Simpana® de CommVault, acteur majeur dans le domaine de l'archivage et de la protection de données. StoreWay Calypso 10 est une offre unique sur le marché, qui propose à la fois des solutions de sauvegarde, de déduplication globale, d'archivage de mails et de fichiers, de réplication et de sauvegarde des postes de travail.

Dans un contexte de généralisation de virtualisation des infrastructures, et face à la croissance exponentielle du volume des données, StoreWay Calypso 10 apporte deux avantages majeurs : la maîtrise des coûts et la performance. La nouvelle plate-forme a été enrichie de plus de 300 nouvelles fonctionnalités contribuant ainsi à l'évolution des domaines de protection, de gestion et d'accessibilité des données.

### Bull signe un contrat de services avec le groupe Tele Columbus

Bull a remporté un contrat d'externalisation informatique sur cinq ans du groupe Tele Columbus, l'un des grands prestataires allemands de télévision, internet et téléphonie haut débit. Dans le cadre de l'accord, Bull prendra en charge tous les services informatiques de Tele Columbus sur ses sites centraux de Berlin et Hanovre. Tele Columbus garantira la stabilité de son exploitation informatique et pourra étendre les plages horaires de l'assistance technique tout en diminuant ses coûts et en augmentant l'efficacité de ses services. Un contrat de six niveaux de service (*Service Level Agreements – SLAs*) a été défini entre Bull et Tele Columbus. Sur la base de ces SLAs, Bull assurera la responsabilité et les performances pour les services suivants : accès, *back office*, infrastructure, exploitation serveurs, poste de travail et services complexes.

### Agarik, filiale de Bull, partenaire de la BFM Académie

Agarik, filiale de Bull, spécialisée dans l'hébergement et l'infogérance web, est partenaire de la BFM Académie, diffusée sur la radio BFM BUSINESS pour la deuxième année consécutive. Comme l'an dernier, Agarik récompense le lauréat de la BFM Académie en lui offrant une année de services d'hébergement sur son cloud. Agarik décerne également son propre prix : « Le coup de cœur web », qui récompense à son tour une start-up candidate de la BFM Académie par une prestation cloud et une campagne de spot radio sur BFM BUSINESS parrainée par Agarik. Engagée auprès de toutes les start-up, Agarik leur renouvelle également son soutien en offrant l'accès à un environnement de développement *Cloud Foundry* (Ruby, PHP, Java...) réservé aux 50 premières start-up éligibles.

### L'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS) s'appuie sur Bull pour l'exploitation de ses applications stratégiques dans le cadre d'un contrat d'infogérance de 6 millions d'euros

L'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS), établissement public placé sous tutelle du Ministère de l'Intérieur, a confié à Bull l'exploitation de ses applications cœur de métiers : les Titres Électroniques Sécurisés. Par ce contrat d'*insourcing*, de 6 millions d'euros, Bull s'engage à accompagner l'ANTS dans la sécurisation et la maîtrise de ses plates-formes, en tenant compte de ses besoins d'évolution et de la variation de ses activités.

Pour l'ANTS, dont la mission est de répondre aux besoins des administrations françaises en matière de titres sécurisés, comme le certificat d'immatriculation, le passeport biométrique, le permis de conduire ou encore la carte nationale d'identité ; maîtriser toutes les composantes du système d'informations est un impératif absolu. C'est tout l'enjeu de la mission de Bull, qui apportera tout son savoir-faire d'infogérant et sa connaissance des grandes infrastructures sécurisées et leur maintenance en condition opérationnelle.

## Huawei et Bull annoncent un partenariat de service IT européen

Huawei, l'un des meilleurs fournisseurs de solutions basées sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et Bull, annoncent un nouveau partenariat de services aux entreprises au niveau européen, qui vise à améliorer la fourniture et la gestion opérationnelle autour des technologies Huawei.

Dans le cadre de ce partenariat, Bull se chargera de la mise en œuvre et de l'assistance locale pour les entreprises IT clientes de Huawei et les partenaires revendeurs de la technologie en Europe. Bull offrira un déploiement rapide et fiable sur site, une maintenance sur le terrain et une gestion logistique avec assistance dans plusieurs pays, dont la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. L'accord porte sur des solutions TIC pour entreprises, y compris en matière de *cloud computing*, de réseau et de stockage, sachant que Huawei se spécialise dans les secteurs verticaux de la santé, du secteur public et de l'industrie.

### 2.1.3 BUSINESS INTEGRATION SOLUTIONS

#### Le Ministère de la Défense choisit Bull pour l'industrialisation de ses processus de développement applicatifs

Le Ministère de la Défense a fait confiance à Bull pour industrialiser sa chaîne de conception-réalisation des systèmes d'information, réalisés en interne comme en externe et contribuer à la rationalisation du Système d'Information, d'Administration et de Gestion (SIAG) exploité par le Ministère.

L'objectif du Ministère est d'avoir une maîtrise de bout en bout de son parc applicatif et d'en diminuer les coûts de possession, notamment grâce à l'Open Source. Outil de pilotage, d'analyse et de développement pour les maîtrises d'ouvrage et d'œuvre, le système baptisé SAFR@N (Système pour l'Analyse et la Fabrication Rationalisées d'applications normalisées) est une usine de fabrication de logiciels. Il intègre la mise en œuvre et l'emploi de sous-ensembles de natures différentes, notamment NovaForge®, la forge logicielle Open Source de Bull.

#### Bull et INOP's choisis pour la dématérialisation de l'UGAP, la centrale d'achat public

Le partenariat signé entre l'UGAP (Union des Groupements d'Achat Public), INOP's (société de prestations intellectuelles d'expertise IT et de conseil métier) et Bull est un accord-cadre mono-attributaire mis en place dans toute la France pour une durée de quatre ans. La gouvernance est attribuée à INOP's qui s'appuiera sur un réseau de partenaires labellisés qui sera renforcé grâce à Bull pour la réalisation des prestations de services qui se déclineront sous forme de combinaison d'unités d'œuvre forfaitaires.

La dématérialisation représente un enjeu essentiel pour les organismes publics. Avec son expertise, Bull apporte son expérience sur toute la chaîne de valeur et surtout sur les projets d'intégration de solutions de dématérialisation, qu'elles soient basées sur des logiciels propriétaires ou Open Source. La maîtrise de cette activité essentielle, l'expertise juridique et organisationnelle de Bull, combinées à un savoir-faire reconnu en matière de sécurité (archivage à valeur probatoire par exemple) et sa proximité avec les clients sur tout le territoire, via ses centres de services et de compétences pour les principales solutions du marché, en font un partenaire de confiance pour les acteurs publics.

#### Aena Aeropuertos choisit Bull pour rationaliser ses applications aéroportuaires dans le cadre d'un contrat de 5 ans de 22,5 millions d'euros

Bull a été choisi par Aena Aeropuertos pour rationaliser sa gestion d'applications pour ses systèmes d'entreprise. Premier gestionnaire aéroportuaire au monde, avec 47 aéroports en Espagne et des participations internationales, Aena Aeropuertos accueille plus de 200 millions de passagers par an. Pour gérer ces aéroports et apporter les meilleurs services à ses clients, Aena Aeropuertos s'appuie sur un système d'information riche de plus de 70 applications aux fonctionnalités et aux technologies extrêmement variées.

Soucieux de rationaliser la gestion de son important parc applicatif, tant dans une perspective de réduction des coûts que d'amélioration de la réactivité et d'efficacité des services (qualité, satisfaction clients), Aena Aeropuertos s'est tourné vers un consortium conduit par Bull, regroupant sept contrats en un seul, basé sur les niveaux de services.

Convaincu par la proposition de valeur et l'expertise de Bull, Aena Aeropuertos confie au consortium la gestion de la totalité du parc applicatif ainsi qu'une part importante des futurs développements dans le cadre d'un contrat de service de 4,5 millions d'euros par an, extensible à cinq ans pour un total de plus de 22,5 millions d'euros dont 12,5 millions pour Bull.

#### Bull choisit DigDash Enterprise pour compléter ses solutions logicielles de finances publiques et de collectivités territoriales

Bull et DigDash ont signé un accord de partenariat qui permettra à Bull d'intégrer dans ses solutions logicielles CORIOLIS et SIRUS le module DigDash Enterprise pour la réalisation et la diffusion de tableaux de bord.

DigDash est l'éditeur du logiciel DigDash Enterprise qui permet la réalisation de tableaux de bord dynamiques à destination des PME et des Grands Comptes. Le logiciel, basé sur une architecture *full-web*, peut être déployé dans le cloud et sa capacité à traiter des sources de données hétérogènes permet une intégration à tous les logiciels financiers du marché.

Bull a développé une expertise verticale reconnue notamment dans les métiers des télécommunications, la finance et le secteur public. Dans ce dernier, Bull fournit des solutions pour les administrations centrales (taxes et douanes, démarches en ligne, santé et solutions postales/automatisation du courrier) et pour les collectivités locales (gestion financière, action sociale, relation citoyens).

## 2.1.4 SECURITY SOLUTIONS

### La RATP choisit Bull et son logiciel SafeKit pour son poste de commande centralisé de la ligne 1 du métro parisien

Dans le cadre du programme d'automatisation de la ligne 1 du métro parisien, qui accueille chaque jour 725 000 voyageurs, la RATP a choisi la solution Evidian SafeKit de Bull, pour le poste de commande centralisé, permettant d'améliorer le fonctionnement d'applications dites « critiques », c'est-à-dire vitales pour l'entreprise, et qui ne peuvent donc pas subir la moindre panne. Cette solution présente en outre l'avantage de fonctionner sur les systèmes déjà existants.

SafeKit est l'un des seuls produits au monde qui regroupe à la fois le partage de charge et la reprise automatique sur panne et la réplication temps réel des données (haute disponibilité et résistance au sinistre).

La gestion du Poste de Commande Centralisé (PCC) de la ligne 1 est une application dite « critique » : même en cas de panne informatique, les opérateurs du PCC doivent pouvoir accéder aux informations et images du réseau pour assurer la continuité du service et garantir la sécurité des voyageurs.

### Bombardier et Bull embarquent dans le Train du futur

Pour son projet de plate-forme d'ingénierie virtuelle, le leader mondial du transport ferroviaire s'est entouré des meilleurs spécialistes, dont Bull, responsable d'une solution innovante de télé-présence embarquée.

Partageant son activité entre l'aéronautique et le transport ferroviaire de passagers, l'entreprise canadienne Bombardier innove constamment pour développer des produits et des services répondant à « l'évolution de la mobilité » des personnes. C'est pourquoi Bombardier investit massivement dans le développement, de manière à rester à l'avant-garde en terme de solutions, mais aussi de maîtrise technologique. Pour cela, l'entreprise s'entoure de partenaires experts, aux intérêts convergents, à l'image de Bull, associé à l'un des projets d'importance du constructeur : le Train du futur.

Autour d'un centre de recherche et de liaison et transfert, Bombardier a donc réuni plusieurs partenaires spécialisés, dont Bull, qui apporte son riche portefeuille technologique : modélisation, expertise télécoms et expertise des systèmes embarqués d'acquisition de données.

### Après avoir obtenu la certification EAL3+ selon les Critères Communs, le logiciel MetaPKI obtient la qualification standard de l'ANSSI

L'obtention de ces deux certificats atteste du niveau de sécurité du produit MetaPKI et conforte le rôle de Bull comme fournisseur de solutions de confiance auprès de ses clients français et internationaux.

La qualification standard octroyée par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) résulte de contrôles additionnels effectués par l'ANSSI permettant d'assurer que le logiciel MetaPKI est conforme aux besoins de l'administration française et aux exigences du Référentiel Général de Sécurité (RGS).

MetaPKI est une solution complète pour créer des certificats électroniques et gérer leur cycle de vie. Elle permet de fournir des services de sécurité tels que l'authentification des utilisateurs, la non-répudiation des transactions ou la confidentialité des échanges de données. Sa grande modularité lui permet de s'adapter à tout type de besoin et d'organisation : entreprises, administrations et Prestataires de Service de Confiance (PSCE).

## Evidian, filiale du groupe Bull, reçoit le prix « Meilleure Solution IAM » aux SC Awards Europe 2013 de SC Magazine

Evidian, société du groupe Bull et leader européen de la gestion des identités et des accès, a reçu le prix de la « Meilleure Solution IAM » aux SC Awards Europe de SC Magazine, qui récompensent l'excellence en sécurité de l'information en Europe.

La suite logicielle de gestion des identités et des accès IAM (*Identity and Access Management*) d'Evidian a été distinguée parmi six offres d'IAM de diffusion internationale par SC Magazine. La solution d'Evidian est un ensemble de modules logiciels intégrés qui permettent de gérer l'authentification et le Single Sign-On pour les applications cloud et classiques, et rendent possibles la gouvernance des accès, le provisionnement des comptes et la gestion de politique de sécurité.

Les SC Awards Europe sont parmi les récompenses les plus prestigieuses de l'industrie de la sécurité de l'information. Les membres du jury de la catégorie « Technologie » sont sélectionnés pour leur expérience et leur impartialité ; ce sont des professionnels confirmés de la sécurité informatique. Les gagnants ont été annoncés durant une cérémonie à Londres le 23 avril 2013, lors du salon Infosecurity Europe.

## Elexo, filiale du groupe Bull, présente le X500-Serveur, le premier serveur mobile durci au monde

Elexo, société du groupe Bull spécialisée dans la distribution d'équipements de haute technologie, présente le nouveau X500-Serveur. Le X500-Serveur est la solution parfaite, compacte et la moins coûteuse adaptée aux domaines de l'industrie, de la défense et de la sécurité publique.

Le X500-Serveur est l'unique solution de Serveur Mobile Durci permettant d'être déployée instantanément sur le terrain en centre de commandement pour des besoins d'acquisition de données, de stockage, de sauvegarde et de communications. Cette solution mobile se déploie très rapidement au plus près de son utilisation sans la nécessité de transporter et de déployer de gros serveurs rackables lourds et encombrants.

Fonctionnant sous Microsoft Windows™ Server 2012, le système X500-Serveur permet de créer et de déployer un système cloud privé, facilitant le partage de connexions sécurisées entre plusieurs unités.

## Le module de sécurité Bull Crypt2Pay est certifié PCI HSM

La solution Crypt2Pay de Bull a obtenu la certification PCI HSM décernée par le *Payment Card Industry Security Standards Council* (PCI SSC), une organisation internationale regroupant les principaux systèmes aux cartes de paiement. Bull Crypt2Pay est un module matériel de sécurité (*Hardware Security Module – HSM*) dédié aux entreprises et institutions financières.

Dispositif de chiffrement et de gestion des clés, de haute performance et résistant aux intrusions, Crypt2Pay sécurise les transactions réalisées avec une carte de paiement, ainsi que la gestion du cycle de vie de ces cartes dans les centres monétiques. Fournisseur de solutions de sécurité auprès de grandes institutions financières, Bull propose une offre cohérente de solutions de chiffrement, de gestion des identités et des accès ainsi que de conseil et audit PCI DSS. Sa solution Crypt2Pay est leader en France et présente dans plus de 30 pays au travers de son réseau de partenaires.

## 2.1.5 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Le 7 juin 2013, l'assemblée générale mixte des actionnaires a réuni un quorum de 51,86 % représentant un total de 62 667 870 actions ayant droit de vote. Cette assemblée générale a approuvé l'ensemble des résolutions figurant à l'ordre du jour.

Au cours de cette assemblée générale, les actionnaires ont notamment approuvé la recommandation du conseil d'administration de renouveler les mandats d'administrateur de Philippe Vannier, Valérie Bernis et de la société Crescendo Industries pour une période de 3 ans et la nomination d'Anne Maréchal en qualité de nouvel administrateur pour une durée 2 ans.

Hugues de Saint Germain, non-candidat au renouvellement de son mandat d'administrateur n'a pas été renouvelé dans ses fonctions.

Au 30 juin 2013, le conseil d'administration de Bull se compose de 10 membres, dont 3 femmes et 6 administrateurs indépendants :

Nom ou dénomination sociale	Qualité	Indépendant	Expiration du mandat
Philippe Vannier	Président-directeur général		Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2015 tenue au cours de l'année 2016
Valérie Bernis	Administrateur	■	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2015 tenue au cours de l'année 2016
Henri Conze	Administrateur	■	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2013 tenue au cours de l'année 2014
Crescendo Industries	Administrateur représenté par Dominique Lesourd		Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2015 tenue au cours de l'année 2016
France Telecom	Administrateur représenté par Marc Blanchet		Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2013 tenue au cours de l'année 2014
Marc Hériard Dubreuil	Administrateur		Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2014 tenue au cours de l'année 2015
Anne Maréchal	Administrateur	■	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2014 tenue au cours de l'année 2015
Jean-François Rambicur	Administrateur	■	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2014 tenue au cours de l'année 2015
Alexandra Soto	Administrateur	■	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2013 tenue au cours de l'année 2014
Philippe Vassor	Administrateur	■	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2013 tenue au cours de l'année 2014

## 2.2 RÉSULTATS DU GROUPE

### 2.2.1 CHANGEMENTS DE PÉRIMÈTRE

Il n'y a pas eu de variation de périmètre sur le premier semestre 2013.

### 2.2.2 RÉSULTATS AU 30 JUIN 2013

(en millions d'euros)	Premier semestre			Variation semestre à semestre
	2013	2012 <sup>(r)</sup>	Année 2012 <sup>(r)</sup>	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>606,1</b>	<b>616,7</b>	<b>1 285,2</b>	<b>- 1,7 %</b>
Marge brute	123,9	141,9	294,4	
% chiffre d'affaires	20,4 %	23,0 %	22,9 %	- 2,6 pts
Frais de Recherche et Développement nets	(5,9)	(11,3)	(17,0)	
% chiffre d'affaires	1,0 %	1,8 %	1,3 %	
Frais commerciaux et administratifs	(107,4)	(112,0)	(225,0)	
% chiffre d'affaires	17,7 %	18,2 %	17,5 %	
Résultat de change sur flux opérationnels	(0,6)	0,1	(0,4)	
<b>EBIT *</b>	<b>10,1</b>	<b>18,8</b>	<b>52,1</b>	<b>- 8,7</b>
% chiffre d'affaires	1,7 %	3,0 %	4,1 %	- 1,3 pt
Produits de cession et autres produits et charges opérationnels	0,4	0,1	(0,3)	
Coûts de départs transactionnels	(4,1)	(0,7)	(7,3)	
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	(1,1)	1,1	0,4	
CRMF **	-	-	4,9	
Résultat opérationnel ***	5,3	19,3	49,9	
Résultat de change sur flux financiers	(0,1)	0,1	0,3	
Frais financiers nets	(5,4)	(4,9)	(9,3)	
Charge d'impôts	(5,4)	(6,0)	(12,3)	
Part des minoritaires	0,1	-	(0,1)	
<b>RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE</b>	<b>(5,5)</b>	<b>8,5</b>	<b>28,6</b>	<b>- 14,0</b>

(r) Retraité des conséquences de l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013 des amendements à IAS 19 que sont la suppression de l'amortissement des écarts actuariels selon la méthode du corridor et de la comptabilisation immédiate du coût des services passés non acquis en résultat (voir note 2 des notes annexes aux comptes semestriels consolidés, page 34).

\* L'EBIT (Earnings Before Interest and Taxes) correspond au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers et quote-part des sociétés associées tel que présenté au compte de résultat.

\*\* CRMF : Clause de retour à meilleure fortune, l'exercice 2012 marquant la fin de la période sur laquelle le Groupe était engagé à reverser une quote-part de ses résultats.

\*\*\* Y compris quote-part dans le résultat des entreprises associées.

Au premier semestre 2013, le chiffre d'affaires du Groupe atteint 606,1 millions d'euros, en diminution de 1,7 % par rapport au chiffre d'affaires de 2012 sur la même période. À taux de change constants, cette réduction n'est que de 1,0 %.

La répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre 2013 évolue quelque peu par rapport à 2012. La réduction du chiffre d'affaires en France et la croissance de l'activité en Europe de l'est font évoluer corrélativement les poids relatifs des zones France et Europe hors France. Le chiffre d'affaires et le poids relatif du Reste du Monde sont, quant à eux, globalement stables.

Répartition géographique du chiffre d'affaires (%)	Premier semestre		
	2013	2012	Année 2012
France	55,2 %	56,8 %	54,5 %
Europe hors France	30,2 %	28,9 %	29,6 %
Reste du monde	14,6 %	14,3 %	15,9 %
<b>TOTAL</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

La marge brute du Groupe s'établit à 123,9 millions d'euros au premier semestre 2013, soit 20,4 % du chiffre d'affaires à comparer respectivement à 141,9 millions d'euros et 23 % du chiffre d'affaires pour la marge brute du premier semestre 2012 retraitée des impacts favorables liés à l'application de la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel ».

En effet, la suppression de la méthode dite du « corridor » et la comptabilisation immédiate du coût des services passés ont conduit à annuler les amortissements passés à ces titres au niveau de la marge brute, des frais de Recherche et Développement et des frais commerciaux et administratifs à fin de comparaison homogène entre les résultats 2013 et 2012 (voir note 2 des notes annexes aux comptes semestriels consolidés, page 34).

Les frais nets de Recherche et Développement (R&D) s'établissent à 5,9 millions d'euros, en baisse de 5,4 millions d'euros par rapport à 2012. L'effort de recherche du Groupe à 39 millions d'euros est néanmoins stable au premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012. En effet, un accroissement des aides d'État à la recherche en 2013 et une stabilité de la participation des partenaires du Groupe assurent le maintien de cet effort. La R&D du Groupe continue de se concentrer principalement sur les systèmes de calcul intensif, les infrastructures de nouvelle génération pour les centrales numériques, ainsi que les solutions de sécurité avancées.

Les frais commerciaux et administratifs s'élèvent à 107,4 millions d'euros au premier semestre 2013, avec pour conséquence une diminution de 0,5 point du taux des frais commerciaux et administratifs par rapport au chiffre d'affaires.

Après prise en compte du résultat de change sur flux opérationnels, l'EBIT s'établit ainsi à 10,1 millions d'euros, en réduction de 8,7 millions d'euros par rapport à 2012. En relation au chiffre d'affaires, la diminution est de 1,3 point.

Les coûts des départs transactionnels sont en progression par rapport au premier semestre 2012 et représentent 4,1 millions d'euros.

La quote-part dans les résultats nets des entreprises associées est une perte de 1,1 million d'euros. Elle représente principalement la part du Groupe dans les résultats de la société Numergy dont le plan de développement se poursuit.

Les autres pertes et gains de change représentent la part non opérationnelle des opérations de change liées à la position financière du Groupe.

Au premier semestre 2013, les frais financiers nets s'élèvent à 5,4 millions d'euros, dont un coût de 2,6 millions d'euros lié à l'actualisation des engagements de retraite.

La charge d'impôt, quant à elle, s'élève à 5,4 millions d'euros, y compris la charge pour la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) en France.

Le résultat net, part du Groupe, s'établit ainsi à fin juin 2013 en perte à 5,5 millions d'euros en détérioration par rapport à juin 2012.

Aucune transaction entre parties liées n'a influé significativement sur la situation financière ou les résultats.

## RÉSULTATS PAR BUSINESS LINE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 les activités du Groupe sont regroupées dans quatre Business Lines à vocation mondiale : deux Business Lines technologiques et deux Business Lines offrant des solutions complètes aux clients du Groupe s'appuyant notamment sur les offres des Business Lines technologiques.

La Business Line Innovative Products porte le développement pour le Groupe des supercalculateurs HPC et des serveurs haut-de-gamme.

La Business Line Computing Solutions conçoit, construit et gère, en France et à l'international, des infrastructures critiques, dont des data centers, des infrastructures HPC et des solutions de *cloud computing*.

La Business Line Business Integration Solutions assure le conseil, l'intégration et la maintenance d'applications métiers critiques, notamment pour le secteur public, les télécoms, la finance, la sécurité intérieure, l'énergie, les transports et la santé.

Enfin, la Business Line Security Solutions est l'industriel de la sécurité et des systèmes critiques. Elle assure la conception, le conseil et l'intégration de solutions de sécurité de bout en bout.

Les prises de commandes représentent la part ferme des contrats signés pendant l'exercice. Dans le cas de contrats qui ont un horizon temporel très long, qui se renouvellent automatiquement ou qui n'ont pas d'échéance, le management exerce son jugement pour valoriser et enregistrer la partie dont l'exécution est la plus probable.

Les Business Lines reconnaissent non seulement le chiffre d'affaires externe au périmètre du Groupe qu'elles réalisent avec leurs clients en direct, mais elles reconnaissent également le chiffre d'affaires interne qu'elles font vis-à-vis d'une autre Business Line lorsque celle-ci intègre, dans la solution offerte au client, un composant de leur offre.

L'ensemble de ces chiffres d'affaires internes est éliminé au niveau Groupe.

Les échanges entre les Business Lines se font généralement à un niveau de prix comparable à celui qui serait établi pour des parties tierces et peuvent résulter de négociations spécifiques.

Les Business Lines supportent le coût de leurs frais de Recherche et Développement, ainsi que leurs frais commerciaux et d'administration propres.

Les coûts commerciaux et administratifs des organisations transverses en charge du développement commercial du Groupe en France et à l'international, ainsi que ces mêmes coûts pour les structures fonctionnelles du Groupe, ne sont pas alloués.

La marge contributive correspond, pour chaque Business Line, au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels, autres produits et charges financiers, quote-part des résultats des sociétés associées, et allocation de coûts fonctionnels et transverses.

Début 2013, une réévaluation de certaines activités au Brésil a conduit à revoir de façon très marginale le périmètre des Business Lines Computing Solutions et Business Integration Solutions dans ce pays. Pour une comparaison plus pertinente entre 2013 et 2012, les résultats par Business Line du premier semestre 2012 ont été ajustés par rapport aux chiffres publiés à fin juin 2012.

### ■ Premier semestre 2013

(en millions d'euros)	Innovative Products	Computing Solutions	Business Integration Solutions	Security Solutions	Total
Prises de commandes externes	34,1	347,4	182,5	71,5	635,5
Ratio book to bill	1,04	0,99	1,15	1,14	1,05
Chiffre d'affaires total	80,4	355,2	165,2	66,7	
Chiffre d'affaires inter BL	(47,6)	(3,2)	(6,8)	(3,8)	
Chiffre d'affaires consolidé	32,8	352,0	158,4	62,9	606,1
Évolution 2013/2012	+ 6,0 %	- 4,8 %	- 1,5 %	+ 13,5 %	- 1,7 %
Marge contributive	7,0	22,2	3,2	1,9 *	34,3
Coûts fonctionnels et transverses					(24,2)
EBIT					10,1

\* Après prise en compte d'une charge de 0,9 million d'euros au titre de l'APA.

### ■ Premier semestre 2012 <sup>(r)</sup>

(en millions d'euros)	Innovative Products	Computing Solutions	Business Integration Solutions	Security Solutions	Total
Prises de commandes externes	36,7	394,1	174,6	64,9	670,3
Ratio book to bill	1,18	1,07	1,09	1,17	1,09
Chiffre d'affaires total	85,6	371,8	167,1	58,7	
Chiffre d'affaires inter BL	(54,6)	(2,1)	(6,5)	(3,3)	
Chiffre d'affaires consolidé	31,0	369,6	160,7	55,4	616,7
Marge contributive	9,0	28,4	5,3	0,5 *	43,2
Coûts fonctionnels et transverses					(24,4)
EBIT					18,8

\* Après prise en compte d'une charge de 1,3 million d'euros au titre de l'APA.

(r) Retraité des conséquences de l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013 des amendements à IAS 19 qui sont la suppression de l'amortissement des écarts actuariels selon la méthode du corridor et de la comptabilisation immédiate du coût des services passés non acquis en résultat (voir note 2 des notes annexes aux comptes semestriels consolidés, page 34).

### *Innovative Products*

Les prises de commandes externes de la Business Line Innovative Products sont en diminution de 7,0 % au premier semestre 2013 par rapport à la même période de 2012 reflétant la contraction de l'activité de la filiale Serviware que ne compense pas la croissance des commandes externes des autres unités de la Business Line.

Le chiffre d'affaires total est en réduction de 6,1 % à 80,4 millions d'euros. La progression du chiffre d'affaires bullion et la stabilité de celui correspondant aux partenariats Recherche et Développement ne compensent pas la diminution anticipée du chiffre d'affaires des serveurs propriétaires, et la diminution des livraisons *Extreme Computing*.

La marge contributive s'établit à 7 millions d'euros, en diminution par rapport à 2012.

### *Computing Solutions*

Les prises de commandes externes de la Business Line Computing Solutions sont en repli de 11,8 % au premier semestre 2013 par rapport à 2012 avec principalement une contraction des activités *Extreme Computing* et autres produits à l'exception de StoreWay et Escala®, dont les prises de commandes sont en croissance, ainsi qu'une baisse de l'activité Outsourcing en France.

Le chiffre d'affaires total s'élève à 355,2 millions d'euros, en décroissance de 4,5 % par rapport à 2012 principalement due à la baisse des activités produits, hors StoreWay, et de l'activité Outsourcing. Les autres activités sont soit en croissance soit stables.

Sur le plan géographique, la croissance à l'international, comme en Europe de l'est ou en Allemagne, ne compense pas la contraction des activités en France.

La marge contributive s'établit à 22,2 millions d'euros en diminution de 6,2 millions d'euros par rapport à 2012.

### *Business Integration Solutions*

Les prises de commandes externes de la Business Line Business Integration Solutions, entraînées principalement par la croissance des activités Integration Solutions et Application Management, croissent de 4,5 % au premier semestre 2013 par rapport à 2012.

Le chiffre d'affaires total de 165,2 millions d'euros, affiche une réduction de 1,2 % par rapport à 2012. Les activités à l'international ne compensent pas la contraction des activités en France dans un contexte économique dégradé.

La marge contributive s'établit à 3,2 millions d'euros, en diminution de 2,1 millions d'euros par rapport à 2012.

### *Security Solutions*

Les prises de commandes externes de la Business Line Security Solutions sont en croissance de 10,2 % au premier semestre 2013 par rapport à 2012, la grande majorité des activités participant à cette croissance.

Le chiffre d'affaires total à 66,7 millions d'euros est en croissance de 13,6 % par rapport à juin 2012, la plupart des activités contribuant à cette croissance.

La marge contributive à 1,9 million d'euros s'améliore en volume et en taux (plus 1 million d'euros après prise en compte d'une charge de 0,9 million d'euros au titre de l'Allocation du Prix d'Acquisition (APA) en 2013 alors que la charge était de 1,3 million d'euros en 2012).

## SITUATION DE TRÉSORERIE

### *Trésorerie brute*

(en millions d'euros)	Au 30 juin		
	2013	2012	Au 31 décembre 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	145,0	217,0	231,8
Autres placements de trésorerie	10,0	20,0	10,0
Comptes de garantie	40,0	38,0	82,0
<b>TRÉSORERIE BRUTE</b>	<b>195,0</b>	<b>275,0</b>	<b>323,8</b>

La trésorerie disponible « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est constituée principalement de placements en OPCVM monétaires, et de comptes à terme bancaires avec possibilité de sortie à tout moment dans des conditions prévues contractuellement.

Les autres placements de trésorerie sont constitués de comptes à terme bancaires, dont la liquidité est quotidienne, qui ne remplissent pas l'ensemble des critères, notamment de maturité, pour être présentés comme des équivalents de trésorerie.

Les comptes de garantie sont constitués, d'une part des comptes de garantie liés aux programmes de cession de créances, et d'autre part aux dépôts requis par les banques garantissant certaines opérations commerciales ou financières. Ils constituent une part non immédiatement disponible de la trésorerie.

Une partie de la trésorerie a pour origine les cotisations de retraite accumulées dans la filiale allemande du Groupe et non externalisées conformément à la législation en vigueur.

## Tableau de financement

(en millions d'euros)	Premier semestre		
	2013	2012 <sup>(r)</sup>	Année 2012 <sup>(r)</sup>
EBIT	10,1	18,8	52,1
Amortissements	11,1	10,5	22,1
Investissements (opérationnels)	(11,9)	(9,9)	(26,5)
Variation du besoin en fonds de roulement	(117,6)	(73,9)	(30,2)
<b>Flux opérationnel</b>	<b>(108,4)</b>	<b>(54,5)</b>	<b>17,5</b>
Frais financiers nets payés	(2,4)	(0,6)	(2,3)
Impôts payés	(5,5)	(6,1)	(10,7)
Flux non récurrents	(7,9)	(9,5)	(19,5)
<b>Flux total de trésorerie</b>	<b>(124,2)</b>	<b>(70,7)</b>	<b>(14,9)</b>
Augmentation/(diminution) de la trésorerie (A)	(128,8)	(71,0)	(22,2)
Augmentation/(diminution) de la dette (B)	(4,6)	(0,3)	(7,3)
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A-B)</b>	<b>(124,2)</b>	<b>(70,7)</b>	<b>(14,9)</b>

(r) Retraité des conséquences de l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013 des amendements à IAS 19 que sont la suppression de l'amortissement des écarts actuariels selon la méthode du corridor et de la comptabilisation immédiate du coût des services passés non acquis en résultat (voir note 2 des notes annexes aux comptes semestriels consolidés, page 34).

Ces retraitements n'ont pas d'impact sur la trésorerie.

Au cours du premier semestre 2013, le Groupe a consommé 124,2 millions d'euros de trésorerie nette, dont 108,4 millions d'euros pour les opérations courantes.

Les principaux éléments des flux de trésorerie non récurrents sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Premier semestre		
	2013	2012	Année 2012
Départs transactionnels	(7,7)	(7,9)	(11,0)
Montant net des acquisitions et cessions d'entités ou d'activités	0,1	(1,0)	(6,3)
Autres	(0,3)	(0,6)	(2,2)
<b>TOTAL FLUX NON RÉCURRENTS</b>	<b>(7,9)</b>	<b>(9,5)</b>	<b>(19,5)</b>

La réconciliation entre le flux opérationnel indiqué dans le tableau de financement ci-dessus et le flux généré par l'activité figurant au tableau 3.2.4 est indiquée ci-dessous :

(en millions d'euros)	Premier semestre		
	2013	2012 <sup>(r)</sup>	Année 2012 <sup>(r)</sup>
<b>Flux opérationnel</b>	<b>(108,4)</b>	<b>(54,5)</b>	<b>17,5</b>
Frais des départs transactionnels	(7,7)	(7,9)	(11,0)
Investissements opérationnels	11,9	9,9	26,5
Variations compte de garantie	41,9	29,2	(14,7)
Impôts	(5,5)	(6,1)	(10,7)
Autres ajustements	(0,2)	0,2	(2,0)
<b>FLUX GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ</b>	<b>(68,0)</b>	<b>(29,2)</b>	<b>5,5</b>

(r) Retraité des conséquences de l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013 des amendements à IAS 19 que sont la suppression de l'amortissement des écarts actuariels selon la méthode du corridor et de la comptabilisation immédiate du coût des services passés non acquis en résultat (voir la note 2 des notes annexes aux comptes semestriels consolidés, page 34).

Ces retraitements n'ont pas d'impact sur la trésorerie.

## Trésorerie nette

(en millions d'euros)	Au 30 juin		
	2013	2012	Au 31 décembre 2012
<b>Trésorerie brute</b>	<b>195,0</b>	<b>275,0</b>	<b>323,8</b>
Financement de créances commerciales	(3,5)	(3,7)	(3,6)
Financement de créances locatives	(4,2)	(6,1)	(4,6)
Financement de créances de Crédit d'impôt recherche	(18,0)	(17,4)	(17,7)
Emprunts auprès d'établissements de crédit, location financement	(34,2)	(44,6)	(39,7)
Emprunts obligataires	(1,2)	(0,9)	(1,2)
Instruments dérivés passif	(1,4)	(0,6)	(1,7)
Option de vente au bénéfice de minoritaires	(0,5)	(0,7)	(0,6)
Clause d'ajustement de prix	(1,4)	-	(1,7)
Autres dettes financières	(2,2)	(1,9)	(0,5)
Dette financière totale au bilan *	(66,7)	(75,9)	(71,3)
Autres	2,3	-	2,4
<b>TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>130,6</b>	<b>199,1</b>	<b>254,9</b>

\* La diminution de la dette financière totale au bilan entre juin 2013 et décembre 2012 est de 4,6 millions d'euros. Elle s'explique par une baisse de la dette de 4,7 millions d'euros et principalement par les effets, sans impact sur la trésorerie (passant de 2,4 à 2,3 millions d'euros) de l'actualisation du financement des créances du Crédit d'impôt recherche et des clauses d'ajustement de prix. En effet, en application de la norme IAS 32, les clauses d'ajustement de prix se définissent comme des passifs financiers.

Le Groupe dispose d'un crédit syndiqué d'un montant de 50 millions d'euros, dont la tranche amortissable sur cinq ans, d'un montant de 35 millions d'euros, a été tirée.

Le solde de la dette est constitué très majoritairement par le financement de créances pour lesquelles il a été considéré que le Groupe gardait une part du risque, ne permettant pas la décomptabilisation selon les critères de l'IAS 39. Il s'agit de cessions de créances commerciales avec recours à hauteur de 3,5 millions d'euros, de financements externes auxquels sont adossés des contrats de location de matériels à hauteur de 4,1 millions d'euros, et de la mobilisation de créances de Crédit d'impôt recherche à hauteur de 18,0 millions d'euros. Le total de la dette correspondant à ces cessions de créances s'élève à 25,6 millions d'euros.

Le détail de ces engagements (répartition, conditions, maturité) figure dans les notes annexes aux comptes semestriels consolidés.

La trésorerie nette s'élève à 130,6 millions d'euros.

Par ailleurs, le Groupe dispose d'une ligne de crédit confirmée au profit de Bull de 20 millions d'euros, d'une durée de 19 mois (voir note 21 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés, page 47), non utilisée au 30 juin 2013 et d'une créance mobilisable cumulée de Crédit d'impôt recherche de 52,3 millions d'euros, au titre des exercices 2011, 2012 et 2013.

## ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis la clôture au 30 juin 2013.

## PERSPECTIVES

Les conditions de marché restent incertaines et les perspectives dans certaines zones géographiques, dont en particulier la France, demeurent moins favorables qu'en 2012. Sur le deuxième semestre le Groupe devrait cependant bénéficier des premiers résultats des plans d'actions sur la profitabilité lancés au premier semestre et de l'enregistrement de certaines recettes contractuelles significatives ayant glissé vers le troisième trimestre. Ainsi, le Groupe maintient son objectif d'EBIT pour l'année 2013 compris entre 40 et 50 millions d'euros.

## 2.3 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'ARRÊTÉ DES COMPTES SEMESTRIELS

Le 25 juillet 2013, le groupe Bull annonce la nomination de Pierre Barnabé aux fonctions de Directeur général délégué.



# COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU GROUPE BULL



3

<b>3.1</b>	<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE</b>	<b>26</b>
<b>3.2</b>	<b>COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES</b>	<b>27</b>
3.2.1	Compte de résultat consolidé	27
3.2.2	Bilan consolidé	28
3.2.3	Tableau de variation des capitaux propres consolidés	30
3.2.4	Tableau de flux de trésorerie	32
3.2.5	Notes annexes aux comptes semestriels consolidés résumés	33

## 3.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BULL, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui expose le changement de méthode comptable résultant de la première application de l'amendement à la norme IAS 19 « *Avantages du personnel* ».

### II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 25 juillet 2013

Les commissaires aux comptes

**Grant Thornton**  
Membre français de Grant Thornton International

Victor Amselem

**Deloitte & Associés**

Bénédicte Sabadie-Fauré

## 3.2 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES

### 3.2.1 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2013	30 juin 2012 <sup>(1)</sup>
<b>Chiffre d'affaires</b>	(4)	<b>606,1</b>	<b>616,7</b>
Coûts des produits et services vendus		(482,2)	(474,8)
<b>Marge brute</b>		<b>123,9</b>	<b>141,9</b>
Frais de Recherche et Développement		(5,9)	(11,3)
Frais commerciaux		(69,6)	(72,1)
Frais administratifs		(37,7)	(39,8)
Résultat de change sur flux opérationnels		(0,6)	0,1
<b>Résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers</b>		<b>10,1</b>	<b>18,8</b>
Autres produits opérationnels	(5)	1,4	0,3
Autres charges opérationnelles	(5)	(5,1)	(0,9)
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	(6)	(1,1)	1,1
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>5,3</b>	<b>19,3</b>
Résultat de change sur flux financiers		(0,1)	0,1
Charges de financement		(6,1)	(6,9)
Produits de financement		0,7	2,0
<b>Résultat financier</b>	(7)	<b>(5,5)</b>	<b>(4,8)</b>
Charge d'impôts	(8)	(5,4)	(6,0)
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>(5,6)</b>	<b>8,5</b>
<b>Dont :</b>			
■ part du Groupe		(5,5)	8,5
■ part des minoritaires		(0,1)	-
Résultat de base par action	(9)	(0,05)	0,07
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		120 715 780	120 310 558
Résultat dilué par action	(9)	(0,05)	0,07
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		121 052 785	120 452 716

(1) Certains montants ont été retraités tel que mentionné dans la note 2 « Résumé des principes comptables » et peuvent donc être différents de ceux présentés dans les états financiers précédemment publiés.

## Résultat global consolidé

(en millions d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012 <sup>(1)</sup>
<b>Résultat net</b>	<b>(5,6)</b>	<b>8,5</b>
<b>Produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres</b>	<b>(1,1)</b>	<b>(16,1)</b>
■ dont autres éléments non recyclables du résultat global	-	(15,8)
Engagements postérieurs à l'emploi – écarts actuariels	-	(15,8)
■ dont autres éléments recyclables du résultat global	(1,1)	(0,3)
Écarts de conversion	(1,4)	0,8
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	0,5	(0,1)
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	(0,2)	(1,0)
<b>Résultat global consolidé</b>	<b>(6,7)</b>	<b>(7,6)</b>
<b>Dont :</b>	-	-
■ part du Groupe	(6,7)	(7,6)
■ part des minoritaires	-	-

(1) Certains montants ont été retraités tel que mentionné dans la note 2 « Résumé des principes comptables » et peuvent donc être différents de ceux présentés dans les états financiers précédemment publiés.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

## 3.2.2 BILAN CONSOLIDÉ

### Actif

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2013	31 décembre 2012 <sup>(1)</sup>	1 <sup>er</sup> janvier 2012 <sup>(1)</sup>
<b>Actifs non courants</b>				
Immobilisations incorporelles	(10)	9,8	11,2	18,9
Immobilisations corporelles	(11)	64,4	63,0	57,0
Écarts d'acquisition	(12)	103,5	103,9	102,3
Actifs financiers non courants	(13)/(21)	37,1	37,7	14,9
Impôts différés – actif	(8)	15,3	15,4	16,7
<b>Total actifs non courants</b>		<b>230,1</b>	<b>231,2</b>	<b>209,8</b>
<b>Actifs courants</b>				
Stocks et encours	(14)	89,6	79,6	73,0
Créances clients	(15)	145,4	133,8	133,7
Autres actifs courants	(16)	170,0	191,3	143,8
Placements en garantie		7,5	7,3	8,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(17)	145,0	231,8	278,8
<b>Total actifs courants</b>		<b>557,5</b>	<b>643,8</b>	<b>637,6</b>
Actifs non courants détenus en vue de la vente		-	-	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>787,6</b>	<b>875,0</b>	<b>847,4</b>

(1) Certains montants ont été retraités tel que mentionné dans la note 2 « Résumé des principes comptables » et peuvent donc être différents de ceux présentés dans les états financiers précédemment publiés.

## Passif

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2013	31 décembre 2012 <sup>(1)</sup>	1 <sup>er</sup> janvier 2012 <sup>(1)</sup>
<b>Capitaux propres</b>				
Capital	(18)	12,1	12,1	12,1
Réserves	(19)	115,3	121,2	127,4
<b>Capitaux propres</b>		<b>127,4</b>	<b>133,3</b>	<b>139,5</b>
<b>Dont :</b>				
■ part du Groupe		126,8	132,6	138,7
■ intérêts minoritaires	(20)	0,6	0,7	0,8
Emprunts et passifs financiers non courants	(21)	44,6	49,2	55,2
Provision pour Clause de retour à meilleure fortune	(22)	-	-	4,9
Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi non courantes		167,8	169,0	134,9
Autres provisions non courantes	(23)	18,1	15,3	20,8
Impôts différés – passif	(8)	2,7	3,2	5,6
<b>Total passifs non courants hors capitaux propres</b>		<b>233,2</b>	<b>236,7</b>	<b>221,4</b>
<b>Passifs courants</b>				
Dettes fournisseurs		177,4	220,8	209,3
Clients : avances et acomptes reçus		20,9	24,3	11,7
Impôts à payer sur les bénéfices		4,1	4,8	4,4
Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi courantes		9,4	9,4	10,4
Autres provisions courantes	(24)	27,7	45,7	53,4
Autres passifs courants	(24)	165,4	177,9	176,3
Emprunts et passifs financiers courants	(21)	22,1	22,1	21,0
<b>Total passifs courants</b>		<b>427,0</b>	<b>505,0</b>	<b>486,5</b>
Passifs non courants détenus en vue de la vente		-	-	-
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>787,6</b>	<b>875,0</b>	<b>847,4</b>

(1) Certains montants ont été retraités tel que mentionné dans la note 2 « Résumé des principes comptables » et peuvent donc être différents de ceux présentés dans les états financiers précédemment publiés.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

### 3.2.3 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

2012 <i>(en millions d'euros)</i>	Capital émis	Réserves liées au capital	Réserves de conversions	Autres réserves	Résultat accumulé non distribué	Sous-total	Minoritaires	Total
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2012 <sup>(1)</sup></b>	<b>12,1</b>	<b>355,5</b>	<b>(7,4)</b>	<b>4,5</b>	<b>(226,0)</b>	<b>138,7</b>	<b>0,8</b>	<b>139,5</b>
Engagements postérieurs à l'emploi – écarts actuariels	-	-	-	-	(15,8)	(15,8)	-	(15,8)
Réserves de conversion	-	-	0,8	-	-	0,8	-	0,8
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	(0,1)	-	(0,1)	-	(0,1)
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-	(1,0)	-	(1,0)	-	(1,0)
<b>Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,8</b>	<b>(1,1)</b>	<b>(15,8)</b>	<b>(16,1)</b>	<b>-</b>	<b>(16,1)</b>
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	8,5	8,5	-	8,5
<b>Total du résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,8</b>	<b>(1,1)</b>	<b>(7,3)</b>	<b>(7,6)</b>	<b>-</b>	<b>(7,6)</b>
Augmentation de capital	-	0,1	-	-	-	0,1	-	0,1
Autres opérations avec les minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions d'autocontrôle	-	(0,1)	-	-	-	(0,1)	-	(0,1)
Paiement sous forme d'actions	-	1,0	-	-	-	1,0	-	1,0
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2012 <sup>(1)</sup></b>	<b>12,1</b>	<b>356,5</b>	<b>(6,6)</b>	<b>3,4</b>	<b>(233,3)</b>	<b>132,1</b>	<b>0,8</b>	<b>132,9</b>
Engagements postérieurs à l'emploi – écarts actuariels	-	-	-	-	(18,1)	(18,1)	-	(18,1)
Réserves de conversion	-	-	(0,3)	-	-	(0,3)	-	(0,3)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	0,5	-	0,5	-	0,5
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-	(1,6)	-	(1,6)	-	(1,6)
<b>Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0,3)</b>	<b>(1,1)</b>	<b>(18,1)</b>	<b>(19,5)</b>	<b>-</b>	<b>(19,5)</b>
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	20,1	20,1	(0,1)	20,0
<b>Total du résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0,3)</b>	<b>(1,1)</b>	<b>2,0</b>	<b>0,6</b>	<b>(0,1)</b>	<b>0,5</b>
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions d'autocontrôle	-	0,5	-	-	-	0,5	-	0,5
Paiement sous forme d'actions	-	(0,6)	-	-	-	(0,6)	-	(0,6)
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2012 <sup>(1)</sup></b>	<b>12,1</b>	<b>356,4</b>	<b>(6,9)</b>	<b>2,3</b>	<b>(231,3)</b>	<b>132,6</b>	<b>0,7</b>	<b>133,3</b>

(1) Certains montants ont été retraités tel que mentionné dans la note 2 « Résumé des principes comptables » et peuvent donc être différents de ceux présentés dans les états financiers précédemment publiés.

2013

(en millions d'euros)

	Capital émis	Réserves liées au capital	Réserves de conversions	Autres réserves	Résultat accumulé non distribué	Sous-total	Minoritaires	Total
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2013 <sup>(1)</sup></b>	<b>12,1</b>	<b>356,4</b>	<b>(6,9)</b>	<b>2,3</b>	<b>(231,3)</b>	<b>132,6</b>	<b>0,7</b>	<b>133,3</b>
Engagements postérieurs à l'emploi – écarts actuariels	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserves de conversion	-	-	(1,4)	-	-	(1,4)	-	(1,4)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	0,5	-	0,5	-	0,5
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-	(0,2)	-	(0,2)	-	(0,2)
<b>Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1,4)</b>	<b>0,3</b>	<b>-</b>	<b>(1,1)</b>	<b>-</b>	<b>(1,1)</b>
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	(5,5)	(5,5)	(0,1)	(5,6)
<b>Total du résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1,4)</b>	<b>0,3</b>	<b>(5,5)</b>	<b>(6,6)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(6,7)</b>
Augmentation de capital	-	0,8	-	-	-	0,8	-	0,8
Autres opérations avec les minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions d'autocontrôle	-	(0,4)	-	-	-	(0,4)	-	(0,4)
Paiement sous forme d'actions	-	0,4	-	-	-	0,4	-	0,4
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2013</b>	<b>12,1</b>	<b>357,2</b>	<b>(8,3)</b>	<b>2,6</b>	<b>(236,8)</b>	<b>126,8</b>	<b>0,6</b>	<b>127,4</b>

(1) Certains montants ont été retraités tel que mentionné dans la note 2 « Résumé des principes comptables » et peuvent donc être différents de ceux présentés dans les états financiers précédemment publiés.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

## 3.2.4 TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2013	30 juin 2012 <sup>(1)</sup>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN DÉBUT D'EXERCICE</b>		<b>231,8</b>	<b>278,8</b>
Résultat net, part du Groupe		(5,5)	8,5
Intérêts minoritaires		(0,1)	-
<b>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</b>			
■ Amortissements	(10)/(11)	11,1	10,5
■ Provisions pour perte de valeur sur actifs		1,2	(0,7)
■ Dépréciation des écarts d'acquisition	(12)	-	-
■ Provisions		(1,9)	(0,5)
■ Provision pour Clause de retour à meilleure fortune	(22)	-	-
■ Coûts et produits de financement		2,5	1,3
■ Impôts différés	(8)	(0,4)	(0,6)
■ Charge d'impôts courants	(8)	1,1	6,6
■ Paiements effectués au titre de l'impôt sur les sociétés		(4,6)	(7,1)
■ Encaissement au titre du Crédit d'impôt recherche		-	-
■ Actualisation des créances et des dettes		2,9	3,9
■ Charge de rémunération sous forme d'actions	(19)	0,4	1,0
■ (Plus)/Moins-values sur cession d'immobilisations		(0,1)	0,2
■ Quote-part des résultats des entreprises associées nette de dividendes	(6)/(13)	1,1	(1,1)
■ (Augmentation)/Diminution des placements en garantie		(0,3)	0,7
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>			
■ Clients et avances clients		(14,0)	(0,6)
■ Autres actifs courants		16,0	11,1
■ Stocks et encours		(11,8)	(4,7)
■ Fournisseurs, avances et acomptes fournisseurs		(23,5)	(36,4)
■ Autres passifs courants		(42,3)	(21,4)
<b>Flux de trésorerie générés/(requis) par l'activité</b>		<b>(68,0)</b>	<b>(29,2)</b>
Acquisitions d'autres immobilisations corporelles et incorporelles	(10)/(11)	(11,9)	(9,9)
Produits résultant de la vente d'immobilisations corporelles et incorporelles	(10)/(11)	-	-
Variation nette des autres actifs financiers	(13)	-	(19,9)
Incidence des variations de périmètre	(13)	-	(2,7)
<b>Flux de trésorerie générés/(requis) par les investissements</b>		<b>(11,9)</b>	<b>(32,5)</b>
Augmentation de capital	(19)	0,8	0,1
Actions autodétenues	(19)	(0,4)	(0,1)
Variation nette des dettes à long et moyen terme		(0,2)	0,7
Variation nette des emprunts à court terme		(4,1)	0,1
Coûts et produits de financement *		(2,5)	(1,3)
<b>Flux de trésorerie générés/(requis) par les financements</b>		<b>(6,5)</b>	<b>(0,6)</b>
Effets des variations de taux de change		(0,5)	0,5
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIN DE PÉRIODE</b>		<b>145,0</b>	<b>217,0</b>
* Dont paiements effectués au titre des intérêts d'emprunts		(1,8)	(2,0)

(1) Certains montants ont été retraités tel que mentionné dans la note 2 « Résumé des principes comptables » et peuvent donc être différents de ceux présentés dans les états financiers précédemment publiés.

Les flux de chaque rubrique de transactions en devises sont déterminés dans la devise de chaque pays, puis convertis en euros utilisant un taux moyen sur l'année. La différence de conversion avec les calculs retenus pour le bilan et le compte de résultat est reportée dans la ligne « Effet des variations de taux de change » qui regroupe ainsi l'ensemble des différences de chaque rubrique.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

## 3.2.5 NOTES ANNEXES AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

### ■ ■ ■ SOMMAIRE

NOTE 1	ORGANISATION	34
NOTE 2	RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES	34
NOTE 3	VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	36
NOTE 4	INFORMATION SECTORIELLE	36
NOTE 5	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	38
NOTE 6	RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES	38
NOTE 7	RÉSULTAT FINANCIER	39
NOTE 8	CHARGE D'IMPÔTS	39
NOTE 9	RÉSULTAT PAR ACTION	40
NOTE 10	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	41
NOTE 11	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	41
NOTE 12	ÉCARTS D'ACQUISITION	42
NOTE 13	ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	42
NOTE 14	STOCKS ET ENCOURS	43
NOTE 15	CRÉANCES CLIENTS	43
NOTE 16	AUTRES ACTIFS COURANTS	45
NOTE 17	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	46
NOTE 18	CAPITAL	46
NOTE 19	RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL	46
NOTE 20	INTÉRÊTS MINORITAIRES	46
NOTE 21	EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS	47
NOTE 22	PROVISION POUR CLAUSE DE RETOUR À MEILLEURE FORTUNE	49
NOTE 23	AUTRES PROVISIONS NON COURANTES	49
NOTE 24	AUTRES PROVISIONS COURANTES ET AUTRES PASSIFS COURANTS	50
NOTE 25	INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS	50
NOTE 26	CONCENTRATION DE RISQUE DE CRÉDIT SUR UN TIERS	54
NOTE 27	PLAN D'OPTIONS, PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS ET PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE EN ACTIONS	54
NOTE 28	TRANSACTIONS AVEC DES SOCIÉTÉS APPARENTÉES (PARTIES LIÉES)	55
NOTE 29	ENGAGEMENTS HORS BILAN	55
NOTE 30	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	57

**NOTE 1 ORGANISATION**

Les comptes semestriels consolidés résumés du groupe Bull comprennent les comptes de Bull et de ses filiales.

Sur la base des informations disponibles au 30 juin 2013, le capital de Bull est détenu à hauteur de 20,0 % par Crescendo Industries, de 8,0 % par France Telecom, de 4,4 % par Pothar Investments SA et de 67,3 % par le public, des salariés de Bull et des fonds d'investissement. Bull détient par ailleurs 0,3 % d'actions en autocontrôle.

Bull, société mère du Groupe, est une société anonyme dont le siège social se situe en France, rue Jean-Jaurès – 78340 Les Clayes-sous-Bois. Cette société est cotée en Bourse sur NYSE – Euronext Paris. Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2013 ont été arrêtés par le conseil d'administration le 24 juillet 2013.

**NOTE 2 RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES****Principes comptables**

En application du règlement n° 1606/2002 du Conseil européen adopté le 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013 sont préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013 doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés 2012.

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012, à l'exception des changements de méthodes comptables relatifs à l'application des nouvelles normes et amendements de normes entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et listés ci-après :

- amendements à IFRS 1 – Hyperinflation grave et Prêts gouvernementaux ;
- amendements à IFRS 7 – Compensation des actifs et passifs financiers ;
- amendements à IAS 12 – Recouvrement des actifs sous-jacents ;
- amendements à IAS 19 – Avantages du personnel ;
- améliorations annuelles 2012 des IFRS (mai 2012) ;
- IFRS 13 – Évaluation de la juste valeur ;
- IFRIC 20 – Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert.

À l'exception décrite ci-dessous, l'application de ces textes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers du Groupe.

Les principaux changements induits par l'application de la norme IAS 19 Révisée (« Avantages du personnel ») sur les états financiers du Groupe résultent de la suppression de l'option de comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies selon la méthode du corridor et de la comptabilisation immédiate du coût des services passés non acquis en résultat.

L'effet de ces changements sur les capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2012 est de (68,8) millions d'euros :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2012			Au 1 <sup>er</sup> janvier 2012		
	Montants publiés	Retraitements	Montants retraités	Montants publiés	Retraitements	Montants retraités
Total actifs non courants	231,4	(0,2)	231,2	209,8	-	209,8
<i>Dont actifs financiers non courants</i>	0,3	(0,2)	0,1	-	-	-
Total actifs courants	643,8	-	643,8	637,6	-	637,6
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>875,2</b>	<b>(0,2)</b>	<b>875,0</b>	<b>847,4</b>	<b>-</b>	<b>847,4</b>
Capitaux propres	202,1	(68,8)	133,3	176,4	(36,9)	139,5
Total passifs non courants hors capitaux propres	168,1	68,6	236,7	184,5	36,9	221,4
<i>Dont provisions pour avantages postérieurs à l'emploi non courantes</i>	100,4	68,6	169,0	98,0	36,9	134,9
Passifs courants	505,0	-	505,0	486,5	-	486,5
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>875,2</b>	<b>(0,2)</b>	<b>875,0</b>	<b>847,4</b>	<b>-</b>	<b>847,4</b>

L'effet de ces changements sur le compte de résultat au 30 juin 2012 est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2012		
	Montants publiés	Retraitements	Montants retraités
Chiffre d'affaires	616,7	-	616,7
Résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers	18,1	0,7	18,8
Résultat opérationnel	18,6	0,7	19,3
Résultat financier	(5,1)	0,3	(4,8)
Charges d'impôts	(6,0)	-	(6,0)
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>7,5</b>	<b>1,0</b>	<b>8,5</b>
Résultat de base par action <i>(en euros)</i>	0,06	0,01	0,07
Résultat dilué par action <i>(en euros)</i>	0,06	0,01	0,07

Par ailleurs, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes, et autres amendements et interprétations approuvés par l'Union européenne, notamment :

- amendements à IAS 27 – États financiers individuels ;
- amendements à IAS 28 – Participation dans des entreprises associées et dans des coentreprises ;
- amendements à IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers ;
- amendements à IFRS 10, 11,12 – Dispositions transitoires ;
- IFRS 10 – États financiers consolidés ;
- IFRS 11 – Accords conjoints ;
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes et autres amendements de normes et interprétations non encore approuvés par l'Union européenne, notamment :

- amendements à IFRS 10, 12 et IAS 27 – Entités d'investissement ;
- IFRS 9 – Instruments financiers ;
- IFRIC 21 – Prélèvements.

Le groupe Bull n'anticipe pas à ce stade d'impacts significatifs qu'auraient ces textes sur les comptes consolidés lorsqu'ils seront appliqués.

## Recours à des estimations

L'établissement des comptes consolidés du groupe Bull exige que la direction se fonde sur des hypothèses et qu'elle effectue des estimations qui ont un impact sur les montants qui apparaissent dans les états financiers relatifs aux actifs et aux passifs existants, aux charges et aux produits, aux actifs et passifs éventuels, ainsi que dans les annexes relatives aux comptes consolidés. Le Groupe établit régulièrement des estimations, notamment celles qui ont trait aux factures à émettre, aux créances douteuses, aux provisions pour dépréciation des stocks et en cours, aux participations non consolidées, à la valeur comptable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, aux impôts différés actifs (voir note 8, « Charge d'impôts »), aux restructurations, aux engagements de retraite, aux passifs éventuels et aux litiges. Les estimations du Groupe sont fondées sur son expérience passée et sur diverses autres hypothèses qu'il juge raisonnables au vu des circonstances et qui constituent le fondement de l'évaluation d'actifs et de passifs dont la valeur comptable n'est pas immédiatement déterminable d'après d'autres sources.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, il est donc possible qu'au moment du dénouement des opérations concernées, les résultats réels soient susceptibles de différer de ces estimations et d'avoir une incidence sur les états financiers des périodes futures. Les estimations utilisées sont détaillées dans les notes correspondantes.

## Saisonnalité

La saisonnalité observée sur les dernières années se poursuit ; le chiffre d'affaires de chaque semestre est relativement équilibré. À l'intérieur de chaque semestre, le dernier mois est plus fort que les cinq précédents. Les charges opérationnelles sont en général uniformément réparties sur l'année. En revanche, le flux de trésorerie opérationnelle affiche chaque année de fortes variations d'un semestre sur l'autre.

## NOTE 3 VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

Il n'y a pas eu de variation de périmètre sur le premier semestre 2013.

## NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 les activités du Groupe sont regroupées dans quatre Business Lines à vocation mondiale : deux Business Lines technologiques et deux Business Lines offrant des solutions complètes aux clients du Groupe s'appuyant notamment sur les offres des Business Lines technologiques.

La Business Line Innovative Products porte le développement pour le Groupe des supercalculateurs HPC et des serveurs haut-de-gamme.

La Business Line Computing Solutions conçoit, construit et gère, en France et à l'international, des infrastructures critiques, dont des data centers, des infrastructures HPC et des solutions de *cloud computing*.

La Business Line Business Integration Solutions assure le conseil, l'intégration et la maintenance d'applications métiers critiques, notamment pour le secteur public, les télécoms, la finance, la sécurité intérieure, l'énergie, les transports et la santé.

Enfin, la Business Line Security Solutions est l'industriel de la sécurité et des systèmes critiques. Elle assure la conception, le conseil et l'intégration de solutions de sécurité de bout en bout.

Les prises de commandes représentent la part ferme des contrats signés pendant l'exercice. Dans le cas de contrats qui ont un horizon temporel très long, qui se renouvellent automatiquement ou qui n'ont pas d'échéance, le management exerce son jugement pour valoriser et enregistrer la partie dont l'exécution est la plus probable.

Les Business Lines reconnaissent non seulement le chiffre d'affaires externe au périmètre du Groupe qu'elles réalisent avec leurs clients en direct, mais elles reconnaissent également le chiffre d'affaires interne qu'elles font vis-à-vis d'une autre Business Line lorsque celle-ci intègre, dans la solution offerte au client, un composant de leur offre.

L'ensemble de ces chiffres d'affaires internes est éliminé au niveau Groupe.

Les échanges entre les Business Lines se font généralement à un niveau de prix comparable à celui qui serait établi pour des parties tierces et peuvent résulter de négociations spécifiques.

Les Business Lines supportent le coût de leurs frais de Recherche et Développement, ainsi que leurs frais commerciaux et d'administration propres.

Les coûts commerciaux et administratifs des organisations transverses en charge du développement commercial du Groupe en France et à l'international, ainsi que ces mêmes coûts pour les structures fonctionnelles du Groupe, ne sont pas alloués.

La marge contributive correspond, pour chaque Business Line, au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels, autres produits et charges financiers, quote-part des résultats des sociétés associées, et allocation de coûts fonctionnels et transverses.

Début 2013, une réévaluation de certaines activités au Brésil a conduit à revoir de façon très marginale le périmètre des Business Lines Computing Solutions et Business Integration Solutions dans ce pays. Pour une comparaison plus pertinente entre 2013 et 2012, les résultats par Business Line du premier semestre 2012 ont été ajustés par rapport aux chiffres publiés à fin juin 2012.

## Résultats par Business Line

### ■ Premier semestre 2013

(en millions d'euros)	Innovative Products	Computing Solutions	Business Integration Solutions	Security Solutions	Total
Prises de commandes externes	34,1	347,4	182,5	71,5	635,5
Ratio book to bill	1,04	0,99	1,15	1,14	1,05
Chiffre d'affaires total	80,4	355,2	165,2	66,7	
Chiffre d'affaires inter BL	(47,6)	(3,2)	(6,8)	(3,8)	
Chiffre d'affaires consolidé	32,8	352,0	158,4	62,9	606,1
Évolution 2013/2012	+ 6,0 %	- 4,8 %	- 1,5 %	+ 13,5 %	- 1,7 %
Marge contributive	7,0	22,2	3,2	1,9 *	34,3
Coûts fonctionnels et transverses					(24,2)
EBIT					10,1

\* Après prise en compte d'une charge de 0,9 million d'euros au titre de l'APA.

### ■ Premier semestre 2012 <sup>(1)</sup>

(en millions d'euros)	Innovative Products	Computing Solutions	Business Integration Solutions	Security Solutions	Total
Prises de commandes externes	36,7	394,1	174,6	64,9	670,3
Ratio book to bill	1,18	1,07	1,09	1,17	1,09
Chiffre d'affaires total	85,6	371,8	167,1	58,7	
Chiffre d'affaires inter BL	(54,6)	(2,1)	(6,5)	(3,3)	
Chiffre d'affaires consolidé	31,0	369,6	160,7	55,4	616,7
Marge contributive	9,0	28,4	5,3	0,5 *	43,2
Coûts fonctionnels et transverses					(24,4)
EBIT					18,8

\* Après prise en compte d'une charge de 1,3 million d'euros au titre de l'APA.

(1) Certains montants ont été retraités tel que mentionné dans la note 2 « Résumé des principes comptables » et peuvent donc être différents de ceux présentés dans les états financiers précédemment publiés.

### INNOVATIVE PRODUCTS

Les prises de commandes externes de la Business Line Innovative Products sont en diminution de 7,0 % au premier semestre 2013 par rapport à la même période de 2012 reflétant la contraction de l'activité de la filiale Serviware que ne compense pas la croissance des commandes externes des autres unités de la Business Line.

Le chiffre d'affaires total est en réduction de 6,1 % à 80,4 millions d'euros. La progression du chiffre d'affaires bullion et la stabilité de celui correspondant aux partenariats Recherche et Développement ne compensent pas la diminution anticipée du chiffre d'affaires des serveurs propriétaires, et la diminution des livraisons *Extreme Computing*.

La marge contributive s'établit à 7 millions d'euros, en diminution par rapport à 2012.

### COMPUTING SOLUTIONS

Les prises de commandes externes de la Business Line Computing Solutions sont en repli de 11,8 % au premier semestre 2013 par rapport à 2012 avec principalement une contraction des activités *Extreme Computing* et autres produits à l'exception de StoreWay et Escala®, dont les prises de commandes sont en croissance, ainsi qu'une baisse de l'activité Outsourcing en France.

Le chiffre d'affaires total s'élève à 355,2 millions d'euros, en décroissance de 4,5 % par rapport à 2012 principalement due à la baisse des activités produits, hors StoreWay, et de l'activité Outsourcing. Les autres activités sont soit en croissance soit stables.

Sur le plan géographique, la croissance à l'international, comme en Europe de l'est ou en Allemagne, ne compense pas la contraction des activités en France.

La marge contributive s'établit à 22,2 millions d'euros en diminution de 6,2 millions d'euros par rapport à 2012.

### BUSINESS INTEGRATION SOLUTIONS

Les prises de commandes externes de la Business Line Business Integration Solutions, entraînées principalement par la croissance des activités Integration Solutions et Application Management, croissent de 4,5 % au premier semestre 2013 par rapport à 2012.

Le chiffre d'affaires total de 165,2 millions d'euros, affiche une réduction de 1,2 % par rapport à 2012. Les activités à l'international ne compensent pas la contraction des activités en France dans un contexte économique dégradé.

La marge contributive s'établit à 3,2 millions d'euros, en diminution de 2,1 millions d'euros par rapport à 2012.

### SECURITY SOLUTIONS

Les prises de commandes externes de la Business Line Security Solutions sont en croissance de 10,2 % au premier semestre 2013 par rapport à 2012, la grande majorité des activités participant à cette croissance.

Le chiffre d'affaires total à 66,7 millions d'euros est en croissance de 13,6 % par rapport à juin 2012, la plupart des activités contribuant à cette croissance.

La marge contributive à 1,9 million d'euros s'améliore en volume et en taux (plus 1 million d'euros après prise en compte d'une charge de 0,9 million d'euros au titre de l'Allocation du Prix d'Acquisition (APA) en 2013 alors que la charge était de 1,3 million d'euros en 2012).

## Effectifs par Business Line

	30 juin 2013	31 décembre 2012
Innovative Products	756	755
Computing Solutions	3 481	3 573
Business Integration Solutions	3 539	3 553
Security Solutions	1 151	1 122
Effectifs fonctionnels et transverses	324	297
<b>TOTAL</b>	<b>9 251</b>	<b>9 300</b>

Les effectifs Groupe sont en baisse de 49 personnes. Les effectifs fonctionnels et transverses augmentent quant à eux en raison du transfert, en provenance des Business Lines, d'équipes principalement *marketing* et *sales support*.

## NOTE 5 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les « Autres produits et charges opérationnels » de nature non récurrente regroupent les postes suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin	
	2013	2012
Gains/(pertes) nets sur cessions d'actifs	0,1	(0,1)
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	-
Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-
Coûts de restructuration nets	(4,1)	(0,7)
Divers	0,3	0,2
<b>TOTAL</b>	<b>(3,7)</b>	<b>(0,6)</b>

Les autres produits et charges opérationnels correspondent pour l'essentiel aux coûts de restructuration engagés en France et dans les filiales étrangères.

## NOTE 6 RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La quote-part des résultats des entreprises associées est une perte de 1,1 million d'euros essentiellement imputable à la société Numergy à hauteur de 1,6 million d'euros.

■ Détail de la part dans le résultat des entreprises associées

30 juin 2013 <i>(en millions d'euros)</i>	% de contrôle	Part dans le résultat des entreprises associées
SERES	34,00	0,5
Numergy	20,00	(1,6)
<b>TOTAL</b>		<b>(1,1)</b>

30 juin 2012 <i>(en millions d'euros)</i>	% de contrôle	Part dans le résultat des entreprises associées
SERES	34,00	0,5
Bull Finance (cédée en novembre 2012)	48,60	0,6
<b>TOTAL</b>		<b>1,1</b>

## NOTE 7 RÉSULTAT FINANCIER

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin	
	2013	2012 <sup>(1)</sup>
Produits financiers opérationnels	0,7	2,0
Charges financières opérationnelles	(3,2)	(3,3)
<b>Résultat financier opérationnel</b>	<b>(2,5)</b>	<b>(1,3)</b>
Résultat de change sur flux financiers	(0,1)	0,1
Actualisation de la mobilisation et des créances de Crédit d'impôt recherche	0,2	(1,0)
Actualisation des passifs courants et non courants	(3,1)	(2,6)
<b>RÉSULTAT FINANCIER TOTAL</b>	<b>(5,5)</b>	<b>(4,8)</b>

(1) Certains montants ont été retraités tel que mentionné dans la note 2 « Résumé des principes comptables » et peuvent donc être différents de ceux présentés dans les états financiers précédemment publiés.

Les produits financiers opérationnels sont les intérêts perçus sur les placements de trésorerie ; les charges financières opérationnelles sont les intérêts payés sur emprunt, les commissions, les frais bancaires et d'affacturage.

Le résultat de change sur flux financiers correspond aux écarts de change réalisés et non réalisés des sociétés holding Bull et Bull International S.A.S résultant des comptes-courants qui les lient à d'autres sociétés du Groupe.

Les filiales françaises de Bull détiennent une créance cumulée de Crédit d'impôt recherche de 71,8 millions d'euros, au titre des exercices 2010, 2011, 2012 et 2013. L'encaissement de ces créances n'interviendra qu'en 2014, 2015, 2016 et 2017. La valeur actualisée de cette créance au 30 juin 2013 représente un montant de 67,9 millions d'euros.

## NOTE 8 CHARGE D'IMPÔTS

Le groupe Bull est assujéti à divers impôts sur les bénéfices conformément à la législation fiscale en vigueur dans les différents pays où il exerce ses activités.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin	
	2013	2012
Impôts sur les bénéfices	(5,8)	(6,6)
Impôts différés	0,4	0,6
<b>CHARGE D'IMPÔTS</b>	<b>(5,4)</b>	<b>(6,0)</b>

Les sociétés françaises, à l'exception des sociétés Evidian et Bull Agence Internationale, ont opté pour le régime de l'intégration fiscale.

Les impôts sur les bénéfices s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin	
	2013	2012
Impôts exigibles	(2,0)	(2,5)
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	(3,8)	(4,1)
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>(5,8)</b>	<b>(6,6)</b>

## VÉRIFICATIONS FISCALES

Aucune notification de redressement n'a été reçue depuis le 31 décembre 2012. Aucun contentieux fiscal significatif n'est en cours.

## IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés actifs et passifs se détaillent ainsi :

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Impôts différés – actif	15,3	15,4
Impôts différés – passif	(2,7)	(3,2)
<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS – NET</b>	<b>12,6</b>	<b>12,2</b>

Les impôts différés – actif sont déterminés d'une part à partir des consommations des différences temporaires et des déficits reportables, et d'autre part des résultats prévisionnels annuels sur trois exercices tels qu'ils ressortent du dernier plan stratégique.

La variation des impôts différés – passif est principalement liée à l'amortissement et la dépréciation d'immobilisations incorporelles reconnues dans le cadre de l'acquisition du groupe Amesys.

Les principales composantes des actifs et passifs d'impôts différés sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2012
Reports déficitaires (impôts)	668,4
Différences temporaires *	15,0
<b>Total impôts différés potentiels – actif</b>	<b>683,4</b>
<b>Impôts différés – actif reconnus</b>	<b>15,4</b>
<b>Impôts différés – passif reconnus</b>	<b>(3,2)</b>

\* Dont essentiellement provisions pour dépréciation d'actifs et plus-values sur cessions d'actifs corporels et financiers.

## DÉFICITS REPORTABLES

Au 31 décembre 2012, le groupe Bull dispose, en cumul, entité par entité, de reports déficitaires fiscaux évalués à 1 952,6 millions d'euros majoritairement en France. Ces reports déficitaires sont à concurrence de 1 886,7 millions d'euros reportables indéfiniment, le solde étant soumis à prescription comme suit : 0,3 million d'euros en 2013, 1,2 million d'euros en 2015 et 64,5 millions d'euros au-delà de 2015.

## NOTE 9 RÉSULTAT PAR ACTION

(en millions d'euros)	Au 30 juin	
	2013	2012 <sup>(1)</sup>
Résultat net, part du Groupe	(5,5)	8,5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	120 715 780	120 310 558
<b>Résultat de base par action (en euros)</b>	<b>(0,05)</b>	<b>0,07</b>
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de la période	121 052 785	120 452 716
<b>Résultat dilué par action (en euros)</b>	<b>(0,05)</b>	<b>0,07</b>

(1) Certains montants ont été retraités tel que mentionné dans la note 2 « Résumé des principes comptables » et peuvent donc être différents de ceux présentés dans les états financiers précédemment publiés.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net, part du Groupe, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice en excluant du nombre les actions autodétenues.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net, part du Groupe, par le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de la période, qui correspond au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives excluant du nombre les actions autodétenues. Les actions ordinaires potentielles dilutives sont calculées en utilisant la méthode du rachat d'actions et comprennent notamment les stock-options « dans la monnaie », les attributions gratuites d'actions dont la période d'acquisition des droits est en cours et les obligations convertibles en actions émises par le Groupe.

## NOTE 10 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en millions d'euros)	Frais de développement capitalisés	Relations commerciales	Technologies	Total
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>3,4</b>	<b>11,8</b>	<b>20,4</b>	<b>35,6</b>
Acquisitions	-	0,1	0,1	0,2
Cessions, reprises, transferts	-	-	-	-
Écarts de change	-	(0,2)	-	(0,2)
Autres mouvements	-	-	0,3	0,3
<b>Valeur brute au 30 juin 2013</b>	<b>3,4</b>	<b>11,7</b>	<b>20,8</b>	<b>35,9</b>
<b>Amortissements cumulés au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>(3,4)</b>	<b>(7,3)</b>	<b>(13,7)</b>	<b>(24,4)</b>
Dotations	-	(0,8)	(1,0)	(1,8)
Cessions, reprises, transferts	-	-	-	-
Écarts de change	-	0,1	-	0,1
Autres mouvements	-	-	-	-
<b>Amortissements cumulés au 30 juin 2013</b>	<b>(3,4)</b>	<b>(8,0)</b>	<b>(14,7)</b>	<b>(26,1)</b>
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>-</b>	<b>4,5</b>	<b>6,7</b>	<b>11,2</b>
<b>VALEUR NETTE AU 30 JUIN 2013</b>	<b>-</b>	<b>3,7</b>	<b>6,1</b>	<b>9,8</b>

## NOTE 11 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions d'euros)	Terrains	Constructions	Matériel et outillage	Matériel de location	Total
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>3,2</b>	<b>114,8</b>	<b>121,9</b>	<b>1,6</b>	<b>241,5</b>
Acquisitions	-	5,4	6,3	-	11,7
Cessions, reprises, transferts	-	-	(0,4)	-	(0,4)
Écarts de change	-	(0,2)	(1,7)	-	(1,9)
Autres mouvements	-	-	(0,3)	-	(0,3)
<b>Valeur brute au 30 juin 2013</b>	<b>3,2</b>	<b>120,0</b>	<b>125,8</b>	<b>1,6</b>	<b>250,6</b>
<b>Amortissements cumulés au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>-</b>	<b>(83,9)</b>	<b>(93,5)</b>	<b>(1,1)</b>	<b>(178,5)</b>
Dotations	-	(2,1)	(7,0)	(0,1)	(9,2)
Cessions, reprises, transferts	-	-	0,3	-	0,3
Écarts de change	-	0,1	1,1	-	1,2
Autres mouvements	-	-	-	-	-
<b>Amortissements cumulés au 30 juin 2013</b>	<b>-</b>	<b>(85,9)</b>	<b>(99,1)</b>	<b>(1,2)</b>	<b>(186,2)</b>
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>3,2</b>	<b>30,9</b>	<b>28,4</b>	<b>0,5</b>	<b>63,0</b>
<b>VALEUR NETTE AU 30 JUIN 2013</b>	<b>3,2</b>	<b>34,1</b>	<b>26,7</b>	<b>0,4</b>	<b>64,4</b>

**NOTE 12** ÉCARTS D'ACQUISITION

(en millions d'euros)	Valeur au 01/01/2013	Acquisitions/ dépréciations	Autres mouvements	Valeur au 30/06/2013
Valeur brute	150,1	-	(0,4)	149,7
Perte de valeur	(46,2)	-	-	(46,2)
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>103,9</b>	<b>-</b>	<b>(0,4)</b>	<b>103,5</b>

Les écarts d'acquisition par entité s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Bull HN Information Systems Inc. (États-Unis)	1,0	1,1
Réseau international	6,1	6,1
Bull SAS (France)	1,4	1,4
AMG.net (Pologne)	7,1	7,1
Agarik (France)	5,4	5,4
Serviware (France)	3,5	3,5
CSB (Luxembourg)	3,7	3,7
Sirus (France)	1,8	1,8
science+computing (Allemagne)	14,7	14,7
Groupe Amesys	54,4	54,4
VAS Integrated Solutions (Égypte)	2,2	2,4
Time Reversal Communications (France)	-	-
JADE (Pologne)	2,2	2,3
<b>TOTAL</b>	<b>103,5</b>	<b>103,9</b>

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs (en cours d'année, principalement en cas de déviation significative par rapport au budget), pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Les acquisitions récentes constituent chacune une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle les écarts d'acquisition sont alloués.

Au 31 décembre 2012, les tests de valorisation effectués ont entraîné la dépréciation totale de l'écart d'acquisition de la société Time Reversal Communications pour un montant de 0,9 million d'euros, qui reflète les nouvelles perspectives de la filiale dans un environnement de forte réduction des dépenses publiques.

Au 30 juin 2013, les tests ponctuels menés sur les écarts d'acquisition n'ont donné lieu à la constatation d'aucune perte de valeur significative.

**NOTE 13** ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

(en millions d'euros)	Valeur nette au 01/01/2013	Acquisitions	Cessions	Ajustements de valeur	Autres mouvements	Valeur nette au 30/06/2013
Actifs financiers disponibles à la vente	3,0	-	-	0,5	-	3,5
Prêts et avances	19,8	-	-	-	-	19,8
Participations dans les entreprises associées	12,6	-	-	(1,1)	-	11,5
Autres actifs financiers <sup>(1)</sup>	2,3	-	-	-	-	2,3
<b>TOTAL</b>	<b>37,7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0,6)</b>	<b>-</b>	<b>37,1</b>

(1) Certains montants ont été retraités tel que mentionné dans la note 2 « Résumé des principes comptables » et peuvent donc être différents de ceux présentés dans les états financiers précédemment publiés.

**Actifs financiers disponibles à la vente** : ils comprennent pour l'essentiel les titres suivants : Symantec (moins de 1 %) évalué pour 2,9 millions d'euros (2,5 millions d'euros fin 2012) et Safelayer (15 %) valorisé pour 0,5 million d'euros.

**Prêts et avances :** le solde de 19,8 millions d'euros au 30 juin 2013 est composé de 10 millions d'euros au titre de placements sur des comptes à terme bancaires dont les caractéristiques ne permettent pas le classement en équivalent de trésorerie et de 9,8 millions d'euros qui correspondent principalement à des prêts entrant dans le cadre de l'aide à la construction en faveur des salariés.

**Participations dans les entreprises associées :** au 30 juin 2013, ce poste comprend les participations dans les sociétés françaises SERES et Numergy. Bull a souscrit au capital de Numergy à hauteur de 45 millions d'euros, dont 11,3 millions d'euros ont été libérés le 31 août 2012 et constatés en actifs financiers non courants. Le solde correspondant sera libéré en fonction des besoins de financement de Numergy après approbation de son conseil de surveillance.

La part de résultat net dans les entreprises associées correspondant aux intérêts du groupe Bull est incluse dans le compte de résultat consolidé à la ligne intitulée « Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées ».

## NOTE 14 STOCKS ET ENCOURS

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Produits finis et travaux en cours	72,5	62,6
Produits en cours, matières premières et fournitures	33,6	33,1
Pièces de rechange	17,1	16,9
Provisions pour dépréciation des :		
■ produits finis	(4,8)	(5,4)
■ produits en cours, matières premières et fournitures	(14,4)	(13,1)
■ pièces de rechange	(14,4)	(14,5)
<b>TOTAL</b>	<b>89,6</b>	<b>79,6</b>

## NOTE 15 CRÉANCES CLIENTS

### CONTRATS DE LOCATION DE MATÉRIEL

Les contrats de location de matériel adossés à des financements externes sont comptabilisés selon les critères des normes IAS 17, IAS 32 et IAS 39. Dans le cas où il s'agit de contrats non résiliables, les créances de loyers sont, soit comptabilisées en créances clients pour le montant de l'encours de loyers restant dû, soit décomptabilisées, en fonction de l'analyse du transfert des risques et avantages.

### CONTRATS DE CONSTRUCTION (IAS 11)

Bull réalise des contrats de construction dans de multiples pays, comptabilisés en fonction de l'état d'avancement. Pour les contrats réalisés en France, qui représentent la majorité des contrats de construction significatifs, le degré d'avancement est déterminé sur la base des coûts encourus pour les travaux exécutés. Pour les autres contrats la méthode des points de passage contractuellement définis (*milestones*), qui atteste de l'avancement d'une partie des travaux, est utilisée.

L'analyse de l'ensemble des contrats français de construction se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Montant des produits des contrats comptabilisés	69,5	113,5
Pour les contrats en cours à la fin de la période :		
■ montant total des coûts encourus et des bénéfices comptabilisés (moins les pertes comptabilisées)	194,2	145,5
■ montant brut dû par les clients pour les travaux du contrat	9,3	6,2
■ montant brut dû aux clients pour les travaux du contrat	(6,4)	(6,1)
■ avances reçues	0,6	1,0

### CESSION DE CRÉANCES CLIENTS

Le Groupe procède à deux types de cession de créances : cession de créances commerciales dans le cadre de contrats d'affacturage d'une part, cession de créances locatives dans le cadre de contrats de refinancement avec des établissements de crédit d'autre part. Dans le premier cas, il s'agit de créances clients unitaires avec une échéance à court terme ; dans le second, il s'agit de la totalité de la créance de loyers dus de manière irrévocable par un client dans le cadre d'un contrat de location à moyen terme d'équipements.

Ces cessions sont examinées de manière approfondie selon les critères de l'IAS 39, et sont ou non décomptabilisées.

Le principal contrat concerne les créances de Bull SAS sur ses clients domiciliés en France, les créances de SA Bull N.V. (Belgique) et celles de Serviware. Ce contrat se traduit par une cession sans recours pour la majeure partie des créances cédées. L'analyse effectuée a permis de confirmer que le contrat permet de transférer substantiellement tous les risques et avantages liés aux factures cédées bénéficiant de la garantie sans recours, et plus particulièrement :

- le risque de défaillance du client ;
- le risque lié au retard de paiement ;
- le seul risque conservé par Bull est le risque de dilution qui donne lieu à la constitution d'une réserve auprès de l'organisme d'affacturage calibrée au plus près de la dilution réelle. Ce risque résiduel a été considéré comme non significatif au regard des autres risques transférés.

L'affactureur s'est engagé à mettre à la disposition des sociétés concernées, jusqu'au 31 décembre 2014, une ligne de financement globale d'un montant maximum de 180 millions d'euros, sous réserve que les indicateurs suivants soient respectés, sur la base des comptes consolidés semestriels et annuels de Bull :

- EBITDA égal ou supérieur à 30 millions d'euros (sur une base annuelle) ;
- Ratio (dette nette/fonds propres) inférieur ou égal à 80 %.

En cas de non-respect de ces indicateurs, le contrat pourrait être résilié avec un préavis de trois mois.

Les filiales espagnoles ont cédé des créances commerciales dans le cadre de contrats sans recours pour un montant de 11,8 millions d'euros à fin juin 2013.

Les cessions de créances locatives sont intervenues en France et en Belgique.

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013			Au 31 décembre 2012		
	Créances			Créances		
	Commerciales	Locatives	Total	Commerciales	Locatives	Total
<b>Cessions comptabilisées</b>						
■ créances cédées	3,5	7,1	10,6	3,6	7,7	11,3
■ trésorerie	2,6	7,1	9,7	1,0	7,7	8,7
■ comptes de garantie/ compte-courant affacturage	0,9	-	0,9	2,6	-	2,6
■ dette	3,5	7,1	10,6	3,6	7,7	11,3
<b>Cessions décomptabilisées</b>						
■ créances cédées	119,7	3,7	123,4	159,2	3,2	162,4
■ trésorerie	88,0	3,7	91,7	87,1	3,2	90,3
■ comptes de garantie/ compte-courant affacturage	31,6	-	31,6	72,1	-	72,1

### Détail concernant les cessions de créances commerciales effectuées par Bull SAS

L'impact de la cession de créances de Bull SAS du 30 juin 2013 sur les différents postes du bilan peut se résumer comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012	
Clients et comptes rattachés	(96,1)	(134,1)	Décomptabilisation des créances clients cédées sans recours
Compte de garantie affacturage	7,4	9,8	Dépôt de garantie contractuel
Compte-courant affacturage	21,4	53,0	Créances clients cédées sans recours mais non financées
Trésorerie	68,5	73,3	Trésorerie obtenue (hors frais)
<b>TOTAL</b>	<b>1,2</b>	<b>2,0</b>	
Emprunts et passifs financiers courants	1,2	2,0	Dette correspondant au montant des créances cédées avec recours
<b>TOTAL</b>	<b>1,2</b>	<b>2,0</b>	

## VALEUR DES CRÉANCES CLIENTS

La valeur nette comptable des créances clients, telle qu'elle est rapportée au bilan, reflète leur valeur de marché et se détaille ainsi :

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Valeur brute	156,9	145,0
Dépréciation	(11,5)	(11,2)
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>145,4</b>	<b>133,8</b>

Par ancienneté, la valeur nette des créances se détaille ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013		Au 31 décembre 2012	
	Brut	Dépréciation	Brut	Dépréciation
Créances non échues	108,2	-	98,9	(0,1)
Échues depuis moins de 30 jours	19,1	-	17,0	-
Échues depuis plus de 30 et moins de 60 jours	5,8	-	7,9	-
Échues depuis plus de 60 et moins de 90 jours	4,4	-	3,1	-
Échues depuis plus de 90 et moins de 180 jours	5,0	-	4,2	(0,1)
Échues depuis plus de 180 et moins de 360 jours	2,8	(0,2)	2,5	(0,4)
Échues depuis plus d'un an	11,6	(11,3)	11,4	(10,6)
<b>TOTAL</b>	<b>156,9</b>	<b>(11,5)</b>	<b>145,0</b>	<b>(11,2)</b>

La partie non provisionnée des créances échues depuis plus d'un an est couverte en grande partie par d'autres positions bilancielles.

Le délai moyen d'encaissement clients sur le premier semestre 2013 est de 40 jours contre 45 jours sur l'ensemble de l'année 2012.

## NOTE 16 AUTRES ACTIFS COURANTS

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Créances sur financement R&D	12,0	7,9
Créances de Crédit d'impôt recherche	67,9	53,6
Autres créances fiscales	7,2	5,1
Créances liées au personnel	1,4	0,8
Dépôts et cautionnements versés	4,1	3,8
Compte de garantie affacturage	8,4	11,2
Compte-courant affacturage	24,1	63,5
Instruments dérivés actifs	0,5	1,0
Autres créances liées à l'exploitation	3,1	3,0
Charges constatées d'avance	41,3	41,4
<b>TOTAL</b>	<b>170,0</b>	<b>191,3</b>

L'augmentation des créances de Crédit d'impôt recherche est principalement liée à la créance de CIR au titre de 2013 (10,2 millions d'euros). L'encaissement de ces créances interviendra en 2014, 2015 et 2016.

Le compte-courant affacturage concerne principalement à fin juin 2013, comme à fin 2012, des créances cédées sans recours par Bull SAS mais non financées.

**NOTE 17** TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'analysent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2013</b>	<b>31 décembre 2012</b>
Trésorerie	35,6	38,8
Équivalents de trésorerie	109,4	193,0
<b>TOTAL</b>	<b>145,0</b>	<b>231,8</b>

**NOTE 18** CAPITAL

Au 30 juin 2013, le capital de Bull est constitué de 121 101 147 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune.

Toutes les actions émises sont intégralement libérées.

Au 30 juin 2013, Bull autodétient 312 589 actions de son capital, représentant une valeur de marché de 0,7 million d'euros.

**NOTE 19** RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL

Au 30 juin 2013, le montant des réserves liées au capital est de 357,2 millions d'euros contre 356,4 millions d'euros à fin 2012. Cette variation de 0,8 million d'euros se détaille ainsi :

- 0,4 million d'euros au titre des différents plans d'options de souscription et d'attributions gratuites d'actions ;
- 0,8 million d'euros au titre d'une augmentation de capital ;
- (0,4) million d'euros d'actions d'autocontrôle dans le cadre d'un contrat de liquidité.

**NOTE 20** INTÉRÊTS MINORITAIRES

Pour l'essentiel, ils sont constitués d'une participation minoritaire de :

- 8 % prise par la société NEC le 31 janvier 2006 dans la société Evidian suite à une opération d'augmentation de capital ;
- 20 % dans la société Tuscan Connects Ltd ;
- 20 % dans la société VIS lors de l'entrée de cette société dans le périmètre du Groupe en janvier 2011 ;
- 1 % dans la société Time Reversal Communications au 30 juin 2013. Suite à sa recapitalisation se traduisant par une augmentation de capital intégralement souscrite par son actionnaire majoritaire (Amesys Réseau Sécurité et Services), la part des minoritaires est passée de 5 % au 31 décembre 2012 à 1 % au 30 juin 2013.

## NOTE 21 EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS

### ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR NATURE

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Emprunt obligataire – OCEANES	0,2	0,2
Emprunt convertible – EMC	1,0	1,0
Financement de créances locatives	0,6	1,1
Financement de créances de Crédit d'impôt recherche	18,0	17,7
Emprunts auprès d'établissements de crédit	22,5	26,8
Instruments dérivés passifs	0,6	0,3
Option de vente au bénéfice de minoritaires	0,5	0,6
Clause d'ajustement de prix à long terme	1,2	1,5
<b>Dettes financières à plus d'un an</b>	<b>44,6</b>	<b>49,2</b>
Financement de créances locatives	3,6	3,4
Financement de créances commerciales	3,5	3,6
Emprunts auprès d'établissements de crédit	11,8	13,0
Autres dettes financières	2,2	0,5
Instruments dérivés passifs	0,8	1,4
Clause d'ajustement de prix à court terme	0,2	0,2
<b>Dettes financières à moins d'un an</b>	<b>22,1</b>	<b>22,1</b>
<b>DETTE FINANCIÈRE TOTALE</b>	<b>66,7</b>	<b>71,3</b>

#### Emprunt obligataire – OCEANES

Au 30 juin 2013, le solde des OCEANES non converties s'élève à 58 629 titres. Ces obligations, remboursables le 1<sup>er</sup> janvier 2033, représentent la part non-convertie des 11 495 396 titres émis en mai 2000 et non apportée à l'offre publique d'échange intervenue en juin – juillet 2004 et complétée en mars 2005. Ces 58 629 obligations convertibles donneraient droit à 5 862 actions de 0,10 euro de nominal en cas de conversion.

#### Emprunt convertible – EMC

Dans le cadre de l'acquisition de la société VIS par BISS Egypt en 2011, la société EMC a accordé à VIS un prêt de 1,0 million d'euros, convertible automatiquement en actions au plus tard le 30 juin 2014. Ce prêt ne porte pas intérêt.

Cette opération est traitée dans son intégralité comme une dette financière et a été comptabilisée à sa juste valeur au 30 juin 2013, en actualisant son montant à échéance au taux annuel de 6 %. La différence entre la valeur actualisée de cet emprunt et sa valeur de remboursement est enregistrée en charges financières selon la méthode du coût amorti.

#### Financement de créances locatives et commerciales

Il s'agit de financements assis sur des actifs du Groupe. Des créances locatives, correspondant à des contrats de location à moyen terme de matériels, sont cédées à des établissements de crédit pour en assurer le refinancement. Les financements associés à des créances commerciales correspondent à la partie des créances cédées avec recours dans le cadre de programmes d'affacturage.

#### Emprunts auprès d'établissements de crédit

La liquidité du Groupe a été renforcée par la mise en place, en 2013, d'une ligne de crédit confirmée au profit de Bull de 20 millions d'euros, d'une durée de 19 mois auprès d'un partenaire financier de premier plan. Bull s'est engagé à respecter les critères suivants :

- trésorerie brute consolidée d'un montant minimum de 150 millions d'euros à chaque fin d'exercice (31 décembre de chaque année pendant la durée des crédits), et de 100 millions d'euros à chaque fin de premier semestre (30 juin de chaque année pendant la durée des crédits) ;
- ratio Endettement Net consolidé / EBITDA inférieur ou égal à 1.

Cette ligne de crédit n'a pas été tirée au 30 juin 2013.

L'encours des emprunts auprès d'établissement de crédit est essentiellement constitué d'un crédit syndiqué à moyen terme, contracté par Bull le 14 janvier 2011. À cette date, Bull a signé avec un groupe de banques une facilité de crédit de 50 millions d'euros, sous la forme d'une part d'un crédit de 35 millions d'euros, amortissable semestriellement sur 5 ans avec un différé d'amortissement de 18 mois, d'autre part d'un crédit renouvelable sur 5 ans d'un montant de 15 millions d'euros, ce montant étant réduit semestriellement, et de manière linéaire, à compter du 18<sup>e</sup> mois.

Le crédit amortissable de 35 millions d'euros a été tiré le 20 janvier 2011. Le crédit renouvelable n'a pas été tiré au 30 juin 2013.

Ces crédits sont assortis de clauses d'engagement et de défaut habituelles pour ce type de contrat, notamment : maintien des crédits à leur rang, limitation des sûretés attribuées à des tiers, défaut croisé, et respect des engagements financiers suivants :

- trésorerie nette consolidée d'un montant minimum de 100 millions d'euros à chaque fin d'exercice (31 décembre de chaque année pendant la durée des crédits), et de 80 millions d'euros à chaque fin de premier semestre (30 juin de chaque année pendant la durée des crédits) ;
- EBITDA sur une période de douze mois glissant d'un montant minimum de :
  - 50 millions d'euros en juin 2013,
  - 55 millions d'euros en décembre 2013 et juin 2014,
  - 60 millions d'euros en décembre 2014 et 2015.

Les crédits sont garantis par le nantissement des titres détenus par Bull dans le capital des sociétés Amesys et Amesys Conseil.

Il n'y a pas de restriction à l'utilisation des capitaux résultant de ce financement.

Figurent également dans cette rubrique les engagements en location financement, pour un montant de 7,1 millions d'euros, correspondant soit au refinancement de contrats de location de matériels à moyen terme résiliables par les clients, soit à la location de matériels divers pour les besoins propres des sociétés du Groupe.

### *Cession de créances de Crédit d'impôt recherche*

En décembre 2011, le Groupe a mobilisé auprès d'un établissement de crédit les créances de Crédit d'impôt recherche détenues par un certain nombre des sociétés françaises du Groupe au titre de l'exercice 2010 pour un montant de 17,1 millions d'euros.

Ces créances sont détenues par Bull SA dans le cadre du périmètre d'intégration fiscale 2010 (sociétés Bull SAS, Serviware, Agarik), et par Amesys et Amesys Réseau Sécurité et Services.

Le calcul du net escompte a été fait sur la base d'un paiement de ce crédit d'impôt par les services fiscaux au 31 décembre 2014.

L'établissement bancaire garde un recours contre les cédants en cas de contestation par les services fiscaux des montants déclarés. Le financement constitue donc une dette, dont le montant au 30 juin 2013 est actualisé au taux du financement des créances cédées.

Les créances de Crédit d'impôt recherche détenues par des sociétés françaises du Groupe au titre de l'exercice 2011 et de l'exercice 2012 n'ont pas été mobilisées.

### *Instruments dérivés passifs*

Les instruments dérivés passif sont constitués des dérivés de change valorisés au 30 juin 2013 à 1,4 million d'euros.

### *Option de vente au bénéfice des minoritaires*

Une option de vente des titres de la société VIS détenue par l'actionnaire minoritaire est valorisée en juste valeur à 0,5 million d'euros.

### *Clause d'ajustement de prix*

La clause d'ajustement de prix pour l'acquisition de VIS est valorisée en juste valeur à 0,6 million d'euros et à 0,8 million d'euros pour l'acquisition de JADE.

### *Autres dettes financières*

Les autres dettes financières sont constituées de découverts bancaires et des intérêts courus non échus de la dette.

## **ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR ÉCHÉANCE**

Au 30 juin 2013, l'échéancier en capital de la dette financière est le suivant :

(en millions d'euros)	Total	< 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Au 31/12/2012	71,3	22,1	32,1	10,7	5,4	0,8	0,2
Au 30/06/2012	75,9	25,3	12,4	27,8	9,8	0,4	0,2
Au 30/06/2013	66,7	22,1	32,5	10,5	1,1	0,3	0,2

La dette à moins d'un an donne lieu à l'échéancier ci-dessous :

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
moins d'un mois	16,4	11,5
de 1 à 3 mois	0,2	1,4
de 3 à 6 mois	0,6	1,6
de 6 à 12 mois	4,9	7,6
<b>TOTAL</b>	<b>22,1</b>	<b>22,1</b>

La plus grande partie de la dette à moins d'un mois est constituée :

- du financement des créances cédées avec recours dans le cadre des programmes d'affacturage ; cette dette se renouvelle mois après mois en variant en fonction du montant de ces créances ;
- de la première échéance de remboursement du crédit syndiqué.

#### ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR DEVISE

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Euro	61,3	64,8
Autres	5,4	6,5
<b>TOTAL</b>	<b>66,7</b>	<b>71,3</b>

### NOTE 22 PROVISION POUR CLAUSE DE RETOUR À MEILLEURE FORTUNE

Le 31 décembre 2012, la provision relative à la Clause de retour à meilleure fortune (CRMF), qui s'élevait à cette date à 4,9 millions a été reprise en intégralité.

Cette clause concernait dans le cadre d'une aide à la restructuration reçue de l'État en 2005, un engagement de reversement d'une partie du résultat courant avant impôts, sous certaines conditions basées sur les niveaux de flux de trésorerie générés par les opérations et de niveau de capitaux propres consolidés.

La CRMF ne trouvant pas à s'appliquer au titre des résultats 2012 et cet exercice marquant la fin de la période sur laquelle le Groupe était engagé à reverser une quote-part de ses résultats, la provision a été reprise en fin d'année 2012.

### NOTE 23 AUTRES PROVISIONS NON COURANTES

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Loyers des locaux inoccupés	2,3	2,4
Avantages au personnel	4,4	4,3
Risques fiscaux	4,2	4,9
Autres risques et divers	7,2	3,7
<b>TOTAL</b>	<b>18,1</b>	<b>15,3</b>

#### ■ Variations du 1<sup>er</sup> semestre 2013 des autres provisions non courantes

(en millions d'euros)	Valeur au 01/01/2013	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres mouvements *	Valeur au 30/06/2013
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>15,3</b>	<b>1,4</b>	<b>(0,6)</b>	<b>(3,4)</b>	<b>5,4</b>	<b>18,1</b>

\* Autres mouvements : liés pour l'essentiel aux variations de change intervenues en 2013 et à des transferts de court terme à long terme pour 6,0 millions d'euros.

#### ■ Variations de l'exercice 2012 des autres provisions non courantes

(en millions d'euros)	Valeur au 01/01/2012	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres mouvements *	Valeur au 31/12/2012
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>20,8</b>	<b>3,1</b>	<b>(1,9)</b>	<b>(2,1)</b>	<b>(4,6)</b>	<b>15,3</b>

\* Autres mouvements : liés pour l'essentiel aux variations de change intervenues en 2012.

**NOTE 24** AUTRES PROVISIONS COURANTES ET AUTRES PASSIFS COURANTS

## ■ Autres provisions courantes

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Frais de personnel et engagements assimilés	4,1	7,7
Réclamations clients	2,4	3,3
Garanties produits	6,1	6,5
Autres risques et charges relatifs aux produits et services vendus	10,9	13,7
Charges à payer et divers	4,2	14,5
<b>TOTAL</b>	<b>27,7</b>	<b>45,7</b>

■ Variation du 1<sup>er</sup> semestre 2013 des autres provisions courantes

(en millions d'euros)	Valeur au 01/01/2013	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres mouvements *	Valeur au 30/06/2013
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>45,7</b>	<b>4,1</b>	<b>(8,1)</b>	<b>(7,9)</b>	<b>(6,1)</b>	<b>27,7</b>

\* Autres mouvements : liés pour l'essentiel aux variations de change intervenues en 2013 et à des transferts de court terme à long terme pour 6,0 millions d'euros.

## ■ Variation de l'exercice 2012 des autres provisions courantes

(en millions d'euros)	Valeur au 01/01/2012	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres mouvements *	Valeur au 31/12/2012
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>53,4</b>	<b>16,5</b>	<b>(11,6)</b>	<b>(12,7)</b>	<b>0,1</b>	<b>45,7</b>

\* Autres mouvements : liés pour l'essentiel aux variations de change intervenues en 2012.

## ■ Autres passifs courants

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Impôts et taxes	4,4	4,6
Salaires	31,3	31,3
Autres frais de personnel	60,9	58,3
Factures à recevoir et divers	68,8	83,7
<b>TOTAL</b>	<b>165,4</b>	<b>177,9</b>

**NOTE 25** INSTRUMENTS FINANCIERS  
ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les principes retenus par le Groupe pour la gestion de ses risques financiers sont explicités au chapitre 1.3 « Risques et facteurs de risque », page 4 du présent document.

## RISQUE DE CHANGE

### Exposition aux risques de change

Les risques de change du Groupe, compte tenu des instruments dérivés de change, s'analysent comme suit (les expositions correspondant à un passif net dans la devise sont indiquées en négatif) :

L'exposition financière est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013		Au 31 décembre 2012	
	USD	GBP	USD	GBP
Exposition bilan	(2,5)	(5,6)	0,2	(2,4)
Instruments dérivés de change	3,1	7,4	2,6	2,6
<b>Exposition nette après couverture</b>	<b>0,6</b>	<b>1,8</b>	<b>2,8</b>	<b>0,2</b>

L'exposition commerciale est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013			Au 31 décembre 2012		
	USD	GBP	JPY	USD	GBP	JPY
Exposition bilan	(14,2)	0,4	(0,4)	(14,6)	(0,1)	(0,5)
Exposition flux futurs	(28,9)	-	(4,6)	(59,4)	-	(6,0)
Instruments dérivés de change	39,7	(0,8)	4,9	42,9	(1,1)	6,5
<b>Exposition nette après couverture</b>	<b>(3,4)</b>	<b>(0,4)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(31,1)</b>	<b>(1,2)</b>	<b>-</b>
Stop loss	2,8	-	-	29,1	-	-
<b>Exposition nette après stop loss</b>	<b>(0,6)</b>	<b>(0,4)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(2,0)</b>	<b>(1,2)</b>	<b>-</b>

L'exposition nette est indiquée ci-dessus avant et après prise en compte des *stop loss* dont le fonctionnement est présenté dans le paragraphe « Risque de change » au chapitre 1.3 « Risques et facteurs de risque », page 4.

### Valeur de marché des instruments dérivés

Les justes valeurs des instruments dérivés de change sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013		Au 31 décembre 2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Achats à terme	-	0,4	0,1	0,5
Ventes à terme	0,1	-	-	0,1
Achats d'options d'achat	0,4	-	0,8	-
Ventes d'options d'achat	-	-	-	-
Achats d'options de vente	-	-	0,1	-
Ventes d'options de vente	-	1,0	-	1,1
<b>TOTAL</b>	<b>0,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,0</b>	<b>1,7</b>

La juste valeur de marché des opérations à terme est donnée par les cours à terme des devises concernées à la date de clôture, celle des options par les modèles standards de valorisation des options. Ces opérations entrent donc dans la catégorie des opérations évaluées selon le niveau 2 de la norme IFRS 7, c'est-à-dire sur la base de paramètres de marchés observables.

### Relations de couverture

Les instruments dérivés de change pris en couverture de flux futurs donnent lieu à une relation de couverture. Les autres instruments ne sont pas qualifiés de couverture au sens de l'IAS 39.

L'échéancier des instruments dérivés ayant donné lieu à relation de couverture est le suivant :

(en millions d'euros)	Total	< 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans
Actif	0,4	0,2	-	0,1	0,1
Passif	(0,7)	(0,1)	(0,2)	(0,2)	(0,2)
<b>INSTRUMENTS QUALIFIÉS DE COUVERTURE</b>	<b>(0,3)</b>	<b>0,1</b>	<b>(0,2)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(0,1)</b>

L'application d'IFRS 13 a un impact non significatif sur la valorisation des dérivés de change du Groupe.

### Impact des instruments dérivés sur le résultat et les capitaux propres

Les variations de juste valeur des instruments dérivés de change ont les impacts nets suivants sur le résultat avant impôts et les capitaux propres :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013		Au 31 décembre 2012	
	Résultat	Capitaux propres	Résultat	Capitaux propres
Instruments non qualifiés de couverture	0,1	-	(0,1)	-
Instruments qualifiés de couverture	(0,7)	(0,4)	(0,7)	(0,2)
<b>TOTAL</b>	<b>(0,6)</b>	<b>(0,4)</b>	<b>(0,8)</b>	<b>(0,2)</b>

La variation de juste valeur des instruments de dérivés de change reconnue en capitaux propres au cours du premier semestre 2013 s'analyse de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Premier semestre 2013	Exercice 2012
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de change relatifs aux transactions futures	(0,2)	(2,5)
Recyclage en résultat relatif aux transactions réalisées	(0,1)	(0,1)
<b>TOTAL</b>	<b>(0,3)</b>	<b>(2,6)</b>

### Sensibilité au risque de change

Sur la base des couvertures existantes au 30 juin 2013, l'incidence d'une variation de plus ou moins 10 % de l'euro par rapport aux devises concernées aurait les impacts ci-dessous sur la juste valeur des instruments dérivés de change :

(en millions d'euros)	Impact résultat		Impact capitaux propres	
	+ 10 %	- 10 %	+ 10 %	- 10 %
Instruments non qualifiés de couverture	1,2	(1,2)	-	-
Instruments qualifiés de couverture	1,2	(1,7)	3,1	(2,9)
<b>TOTAL</b>	<b>2,4</b>	<b>(2,9)</b>	<b>3,1</b>	<b>(2,9)</b>

### Risque de taux d'intérêt

Les actifs financiers à taux variable sont les placements en OPCVM monétaires, les comptes à terme à taux variables et les comptes de garantie. Les actifs financiers à taux fixe sont les certificats de dépôt, dont le taux est fixe jusqu'à leur échéance trimestrielle, et les comptes à terme à taux fixe.

Les passifs financiers à taux variable sont constitués du financement résultant des programmes de cession de créances commerciales pour leur part cédée avec recours, du crédit syndiqué de 35 millions d'euros.

Les passifs financiers à taux fixe sont les financements de créances locatives et des créances de Crédit d'impôt recherche et les autres emprunts bancaires.

Les actifs financiers à taux variable excèdent largement les passifs financiers à taux variables. Actifs et passifs financiers à taux variables sont liés à des indices qui évoluent de manière similaire.

Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés pour couvrir son risque lié à la variation des taux d'intérêt.

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
<b>Taux fixe :</b>		
Actifs financiers	23,2	22,2
Passifs financiers	(33,7)	(35,5)
<b>Exposition nette taux fixe</b>	<b>(10,5)</b>	<b>(13,3)</b>
<b>Taux variable :</b>		
Actifs financiers	136,2	262,8
Passifs financiers	(32,9)	(35,8)
<b>Exposition nette taux variable</b>	<b>103,3</b>	<b>227,0</b>

L'exposition nette du Groupe au risque de taux, selon la maturité des actifs et passifs financiers, s'analyse ainsi au 30 juin 2013 :

(en millions d'euros)	Actifs financiers		Passifs financiers		Exposition nette	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Moins d'un an	23,2	118,6	(7,9)	(14,9)	15,3	103,7
Plus d'un an	-	17,5	(25,7)	(18,0)	(25,7)	(0,5)
<b>TOTAL</b>	<b>23,2</b>	<b>136,1</b>	<b>(33,6)</b>	<b>(32,9)</b>	<b>(10,4)</b>	<b>103,2</b>

Il faut toutefois noter que les chiffres ci-dessus correspondent à l'exposition bilancielle. Le Groupe bénéficie par ailleurs du financement à taux variable de ses créances commerciales cédées sans recours, et décomptabilisées. Le montant de ces financements au 30 juin 2013 est de 88,0 millions d'euros (voir note 15 « Cessions de créances clients », page 43), et l'exposition nette totale du Groupe au risque de taux variable, en tenant compte de ces financements, est de 15,2 millions d'euros.

Une variation instantanée de 100 points de base des taux court terme (l'Euribor 3 mois pouvant être considéré comme le principal indice de référence) se traduirait par un impact de 0,15 million d'euros sur le résultat avant impôts du Groupe.

### VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR NATURE

La valeur comptable des actifs et passifs financiers est égale à leur juste valeur.

Au 30 juin 2013, la ventilation des actifs est la suivante :

(en millions d'euros)	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers de couverture de flux de trésorerie
Actifs financiers non courants	33,6	3,5	-	-
Créances clients	145,4	-	-	-
Autres actifs courants	169,5	-	0,1	0,4
Placements en garantie	7,5	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	77,5	-	67,5	-
<b>TOTAL</b>	<b>433,5</b>	<b>3,5</b>	<b>67,6</b>	<b>0,4</b>

Au 31 décembre 2012, la ventilation des actifs était la suivante :

(en millions d'euros)	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers de couverture de flux de trésorerie
Actifs financiers non courants	34,9	3,0	-	-
Créances clients	133,8	-	-	-
Autres actifs courants	190,3	-	0,2	0,8
Placements en garantie	7,3	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	90,3	-	141,5	-
<b>TOTAL</b>	<b>456,6</b>	<b>3,0</b>	<b>141,7</b>	<b>0,8</b>

Au 30 juin 2013, la ventilation des passifs est la suivante :

(en millions d'euros)	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Passifs financiers évalués au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par capitaux propres
Emprunts et passifs financiers non courants	-	43,9	0,6
Dettes fournisseurs	-	177,4	-
Clients : avances et acomptes reçus	-	20,9	-
Autres passifs courants	-	165,4	-
Emprunts et passifs financiers courants	0,4	21,3	0,4
<b>TOTAL</b>	<b>0,4</b>	<b>428,9</b>	<b>1,0</b>

Au 31 décembre 2012, la ventilation des passifs est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Passifs financiers évalués au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par capitaux propres
Emprunts et passifs financiers non courants	-	48,9	0,3
Dettes fournisseurs	-	220,8	-
Clients : avances et acomptes reçus	-	24,3	-
Autres passifs courants	-	177,9	-
Emprunts et passifs financiers courants	0,5	20,7	0,9
<b>TOTAL</b>	<b>0,5</b>	<b>492,6</b>	<b>1,2</b>

## NOTE 26 CONCENTRATION DE RISQUE DE CRÉDIT SUR UN TIERS

Aucun client ne représente plus de 10 % du montant total des créances clients.

## NOTE 27 PLAN D'OPTIONS, PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS ET PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE EN ACTIONS

Le détail des plans de souscription d'actions octroyés de 2006 à 2012 et des plans d'attributions gratuites d'actions figure dans le rapport annuel 2012 à la note 29 de l'annexe aux comptes consolidés, page 151. Les attributions 2013 sont détaillées ci-après.

Dans les tableaux ci-dessous, le nombre d'options des membres du comité exécutif comprend le nombre d'options des mandataires sociaux si applicable.

### ATTRIBUTION D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS DE 2013

	Plan mars 2013	Plan mai 2013
Date d'assemblée	08/06/2011	08/06/2011
Date du conseil	13/02/2013	24/04/2013
Nombre d'options consenties à l'origine	755 000	80 000
■ dont membres du comité exécutif	660 000	80 000
■ dont mandataire social : Philippe Vannier	200 000	0
Nombre de bénéficiaires	12	1
■ dont membres du comité exécutif	7	1
■ dont mandataire social : Philippe Vannier	1	0
Date de départ d'exercice	01/03/2017	10/05/2017
Date d'expiration	01/03/2019	10/05/2019
Prix d'exercice en euro	3,28	2,71
Options levées au 30/06/2013	-	-
Options caduques au 30/06/2013	-	-
Nombre d'options restant à exercer au 30/06/2013	755 000	80 000
■ dont membres du comité exécutif	660 000	80 000
■ dont mandataire social : Philippe Vannier	200 000	0

**SYNTHÈSE DES PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS AU 30 JUIN 2013**

	Plan 2008	Plans 2009	Plans 2010	Plan 2011	Plan 2012	Plans 2013	Total
Solde des options restant à lever							
■ par le mandataire social : Philippe Vannier	-	-	200 000	-	200 000	200 000	600 000
■ par tous les membres du comité exécutif	-	60 000	380 000	70 000	640 000	740 000	1 890 000
■ par l'ensemble des salariés et mandataires sociaux	532 000	941 500	1 460 000	87 500	948 750	835 000	4 804 750

**PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS DE 2013**

Au premier semestre 2013, aucune action gratuite n'a été attribuée.

Au 30 juin 2013, le nombre de droits restant à lever dans le cadre des attributions gratuites d'actions est de 174 000 au titre de l'attribution effectuée en 2012.

**PLANS D'ÉPARGNE GROUPE**

Au 30 juin 2013, le fonds Bull Actionariat détient 645 000 titres et le fonds France Bull détient 62 000 titres.

**NOTE 28 TRANSACTIONS AVEC DES SOCIÉTÉS APPARENTÉES (PARTIES LIÉES)**

Les principales transactions entre le groupe Bull et les sociétés apparentées (parties liées) sont les suivantes :

	30 juin 2013	31 décembre 2012
<b>Transactions avec Crescendo Industries :</b>		
Ventes	-	-
Comptes à payer	0,1	0,1
Comptes à recevoir	0,1	-
<b>Transactions avec France Telecom :</b>		
Ventes	9,3	24,8
Comptes à payer	1,7	0,6
Comptes à recevoir	3,2	7,8
<b>Transactions avec Numergy :</b>		
Ventes	-	-
Comptes à payer	-	-
Comptes à recevoir	-	0,1

**NOTE 29 ENGAGEMENTS HORS BILAN**

**ENGAGEMENTS DONNÉS**

<i>(en millions d'euros)</i>		Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012
■ liés au financement	Avals, cautions et garanties donnés pour des filiales	55,7	50,6
■ liés aux activités opérationnelles	Avals, cautions et garanties donnés pour des tiers	46,9	52,9
	Engagements de bail	102,3	102,3

Les avals, cautions et garanties donnés pour des filiales concernent principalement des engagements donnés à des banques pour couvrir les engagements des filiales à leur égard.

Les avals, cautions et garanties donnés pour des tiers concernent principalement des engagements donnés à des clients, couverts par des garanties bancaires.

(en millions d'euros)

	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012
<b>Avals, cautions et garanties donnés pour des tiers</b>		
■ garanties de bonne exécution	25,5	28,1
■ garanties de soumission	3,7	4,7
■ garanties de restitution d'acompte	6,7	8,0
■ garanties taxes et douane	1,5	1,8
■ retenues de garantie	5,5	6,3
■ autres garanties	4,0	4,0
<b>TOTAL</b>	<b>46,9</b>	<b>52,9</b>

Les engagements de bail minima pris dans le cadre de baux à long terme non résiliables, principalement des baux immobiliers, souscrits par le groupe Bull ne sont recensés exhaustivement qu'une fois par an.

Au 31 décembre 2012, les engagements de bail s'échelonnaient ainsi :

(en millions d'euros)

<b>Échelonnement des engagements de bail</b>	
2013	16,9
2014	14,5
2015	17,9
2016	9,5
2017	8,1
2018 et au-delà	35,4
<b>TOTAL</b>	<b>102,3</b>

Certains baux stipulent que le locataire doit payer l'assurance, les taxes et l'entretien, et la plupart comprennent des options de renouvellement ainsi que des clauses de révision liées à la hausse de certains indices.

## ENGAGEMENTS REÇUS

(en millions d'euros)

		Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012
■ liés au périmètre du Groupe	Garantie actif/passif reçue dans le cadre de l'acquisition de JADE	0,6	0,6
	Garantie actif/passif reçue dans le cadre de l'acquisition de VIS	0,3	0,3
■ liés au financement	Ligne de financement liée à l'affacturage	180,0	150,0
	Montant des financements décomptabilisés	88,0	87,1
	Disponibilité d'une tranche de 15 millions d'euros non tirée sur la facilité de crédit de 50 millions d'euros	11,2	13,1
■ liés aux activités opérationnelles	Les activités services, et en particulier celles concernant l'infogérance, sont conclues avec des engagements de durée pouvant prévoir des indemnités.	-	-

### FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Un accord transactionnel a été signé fin 2004 avec le groupe Steria mettant fin aux litiges au titre de l'application du protocole d'accord de cession des activités Intégris en Europe (hors France et Italie) et de l'exercice de la convention de garantie Europe. Cet accord a mis fin à la convention de garantie Europe. Au 31 décembre 2012, une provision d'un montant de 0,7 million d'euros est maintenue au titre des engagements à prendre en charge, en raison d'une réclamation effectuée par Steria conformément à l'accord transactionnel, pour les coûts, dommages et intérêts relatifs à un litige client en Belgique. Le montant de cette provision correspond au montant maximum du préjudice subi par le client, tel qu'évalué par l'expert judiciaire dans son rapport sur l'évaluation des responsabilités et du préjudice. Une procédure est actuellement pendante devant le tribunal de première instance de Bruxelles entre le client et Steria Belgique.

Un nombre élevé de litiges de nature (sociale, fiscale et douanière) et d'ancienneté très diverses est recensé au Brésil. Une revue périodique est effectuée avec les avocats locaux en vue d'en apprécier la légitimité et le degré de risque applicable à chaque litige et les provisions existantes sont réexaminées suite à cet examen périodique, conformément à la pratique systématique du Groupe.

La filiale roumaine du Groupe a fait l'objet d'une réclamation de la part du Ministère des Finances de Roumanie qui considère que l'origine de certains produits livrés dans le cadre d'un contrat signé en 2005 n'est pas européenne comme le contrat l'exigeait et Bull Romania SRL a dû effectuer le remboursement des produits concernés. Bull Romania SRL qui conteste la position de son client a introduit une action en annulation de la décision du Ministère des Finances roumain devant le tribunal compétent pour obtenir la restitution des sommes remboursées.

À l'occasion d'un contrôle fiscal de Bull Pologne, les autorités ont considéré que certaines transactions conclues entre les membres d'un consortium constitué en 2007 pour répondre à un appel d'offres étaient dépourvues de matérialité et de ce fait la TVA remboursée devait être restituée. Bull Pologne a contesté cette position et attend la réponse de l'administration.

### PROCÉDURE JUDICIAIRE OU D'ARBITRAGE

À ce jour, le Groupe n'a pas connaissance de menace de procédure judiciaire ou d'arbitrage à son encontre ou de litige devant les tribunaux et / ou Cours d'arbitrage au cours des 12 derniers mois dont les effets pourraient avoir des conséquences significatives sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Bull a été informé qu'un contrat conclu en 2007 entre Amesys et les autorités libyennes dans le cadre de la lutte anti-terroriste au niveau international avait été cité dans une plainte contre X déposée auprès du Tribunal de Grande Instance de Paris par l'Organisation non gouvernementale « FIDH ». Le contrat concernait la mise à disposition d'un matériel d'analyse portant sur une fraction des connexions internet existantes, soit quelques milliers. Toutes les activités d'Amesys respectent strictement les exigences légales et réglementaires en vigueur tant au niveau français qu'international.

## NOTE 30 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis la clôture.



# INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL



4.1	INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL	60
4.2	ORGANIGRAMME	62
4.3	INFORMATIONS CONCERNANT LES SOCIÉTÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2013	64
4.4	INFORMATIONS CONCERNANT LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS NON INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	70

## 4.1 INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

### Composition du capital social

Suite à une augmentation du capital social intervenue au cours du premier semestre 2013 résultant de la levée de 292 000 options de souscription d'actions, le capital social au 30 juin 2013 s'élève à 12 110 114,70 euros. Il est composé de 121 101 147 actions de nominal de 0,10 euro.

Toutes les actions ont un droit de vote à l'exception des 312 589 actions autodétenues par la Société en date du 30 juin 2013.

### Répartition du capital social et actionnariat

La dernière répartition connue du capital de la Société est tenue à jour sur le site Internet du Groupe à l'adresse [www.bull.fr/investisseurs/capital](http://www.bull.fr/investisseurs/capital).

Sur la base des déclarations légales établissant une participation supérieure à 5 % du capital ou des droits de vote, ainsi que sur les déclarations des personnes liées au Groupe, la répartition du capital est la suivante :

Actionnaires	30 juin 2013			31 décembre 2012			30 juin 2012		
	Nombre d'actions	Participation	Droits de vote	Nombre d'actions	Participation	Droits de vote	Nombre d'actions	Participation	Droits de vote
Crescendo Industries *	24 222 500	20,00 %	20,05 %	24 157 500	20,00 %	20,03 %	24 157 500	20,00 %	20,08 %
Pothar Investments SA *	5 325 873	4,40 %	4,41 %	5 325 873	4,41 %	4,41 %	5 122 873	4,24 %	4,26 %
<i>Concert Crescendo Industries * + Pothar Investments SA *</i>	<i>29 548 373</i>	<i>24,40 %</i>	<i>24,46 %</i>	<i>29 483 373</i>	<i>24,41 %</i>	<i>24,44 %</i>	<i>29 280 373</i>	<i>24,24 %</i>	<i>24,34 %</i>
France Telecom	9 747 081	8,05 %	8,07 %	9 747 081	8,07 %	8,08 %	9 747 081	8,07 %	8,10 %
Fonds Stratégique d'Investissement **							5 959 241	4,93 %	4,95 %
Épargne Salariale	707 000	0,58 %	0,59 %	738 000	0,61 %	0,61 %	777 000	0,64 %	0,64 %
Autocontrôle	312 589	0,26 %	-	172 589	0,14 %	-	490 589	0,41 %	-
Autres	80 786 104	66,71 %	66,88 %	80 668 104	66,77 %	66,87 %	74 554 863	61,71 %	61,96 %
<b>TOTAL</b>	<b>121 101 147</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>120 809 147</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>120 809 147</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

\* *Personne morale liée à Philippe Vannier, Président-directeur général, Marc Hériard Dubreuil, membre du conseil d'administration, et Dominique Lesourd, représentant de Crescendo Industries au conseil d'administration.*

\*\* *La CDC a déclaré que le FSI a franchi à la baisse le seuil de 5 % du capital et des droits de vote le 28 juin 2012.*

NB : *il n'y a pas d'action ayant de droit de vote double.*

### Opérations réalisées sur les titres de la Société par les dirigeants et personnes assimilées

Au cours du premier semestre 2013, Crescendo Industries a déclaré à l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) avoir procédé à l'acquisition de 65 000 actions le 13 juin 2013. Cette opération a fait l'objet d'une déclaration de franchissement de seuil et d'intention, dans laquelle Crescendo Industries précise sa volonté de « maintenir son taux de participation actuel au capital de Bull, étant précisé qu'en cas de dilution, la société Crescendo Industries procédera à des achats sur le marché pour maintenir son taux de participation actuel ».

#### FRANCHISSEMENTS DE SEUILS DE PARTICIPATION

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les déclarations suivantes de franchissement de seuil ont été faites auprès de l'AMF :

- par courrier reçu le 12 juin 2013, Crescendo Industries a déclaré avoir franchi à la baisse, le 7 juin 2013, par suite d'une augmentation de capital de la société Bull, les seuils de 20 % du capital et des droits de vote de la société Bull et détenir, à cette date, 24 157 500 actions Bull représentant autant de droits de vote, soit 19,95 % du capital et des droits de vote de cette société ;
- par courrier reçu le 17 juin 2013, Crescendo Industries a déclaré avoir franchi à la hausse, le 13 juin 2013, par suite de l'acquisition de 65 000 actions Bull sur le marché, les seuils de 20 % du capital et des droits de vote de la société Bull et détenir, 24 222 500 actions Bull représentant autant de droits de vote, soit 20,002 % du capital et des droits de vote de cette société.

Il en résulte que les déclarations de positions supérieures à 5 % toujours applicables au 30 juin 2013 sont les suivantes :

Déclarant	Date de la déclaration	Date de la position	Position <i>(en nombre d'actions)</i>	Seuil	Franchissement	Référence AMF
France Telecom	26/03/2010	18/01/2010	9 747 081	10 %	à la baisse	210C0285
Crescendo Industries	17/06/2013	13/06/2013	24 222 500	20 %	à la hausse	213C0770

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient au 30 juin 2013 directement ou indirectement, 5 % ou plus du capital et des droits de vote.

## Opérations effectuées par Bull sur ses propres actions

Le 7 juin 2013, l'assemblée générale mixte des actionnaires a renouvelé, pour une durée de 18 mois, l'autorisation consentie à la Société par l'assemblée générale du 8 juin 2012 d'opérer sur ses propres titres. Le descriptif du programme de rachat peut être consulté sur le site Internet du groupe Bull.

Le seul usage fait du programme de rachat d'actions pendant ce premier semestre a été dans le cadre du contrat de liquidité opéré par Oddo Corporate Finance.

## Capital autorisé non émis

Afin de permettre à la Société de faire appel si nécessaire au marché financier pour la poursuite du développement du Groupe et pour améliorer sa situation financière, les assemblées générales des 8 juin 2011, 8 juin 2012 et 7 juin 2013 ont délégué au conseil d'administration certaines de ses compétences et l'ont par ailleurs autorisé à attribuer gratuitement des actions au profit de salariés et dirigeants du Groupe. L'ensemble des autorisations et délégations autorisées au bénéfice du conseil d'administration pouvant conduire à l'émission de titres donnant accès au capital sont les suivantes :

Opérations	Montant maximal	Date de l'autorisation	Échéance	Durée
<b>Attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre,</b> au profit des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe	0,5 % du nombre total des actions de la Société au moment de l'attribution	8 juin 2011	7 août 2014	38 mois
<b>Attribution d'options de souscriptions et/ou d'achat d'actions</b> au profit des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe	2,5 % du nombre total des actions de la Société au moment de l'attribution	8 juin 2011	7 août 2014	38 mois
<b>Augmentation du capital social</b> par émission d'actions et/ou toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital immédiatement ou à terme à des actions de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	6 millions d'euros	8 juin 2012	7 août 2014	26 mois
<b>Augmentation du capital social</b> par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, ou autres	6 millions d'euros	8 juin 2012	7 août 2014	26 mois
<b>Augmentation du capital social</b> par émission d'actions et/ou d'autres titres donnant accès au capital social en rémunération d'apports	6 millions d'euros	8 juin 2012	7 août 2014	26 mois
<b>Augmentation du capital</b> par l'émission d'actions, et/ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société réservée aux salariés adhérents de plans d'épargne d'entreprise	2 % du montant du capital social	7 juin 2013	6 décembre 2014	18 mois

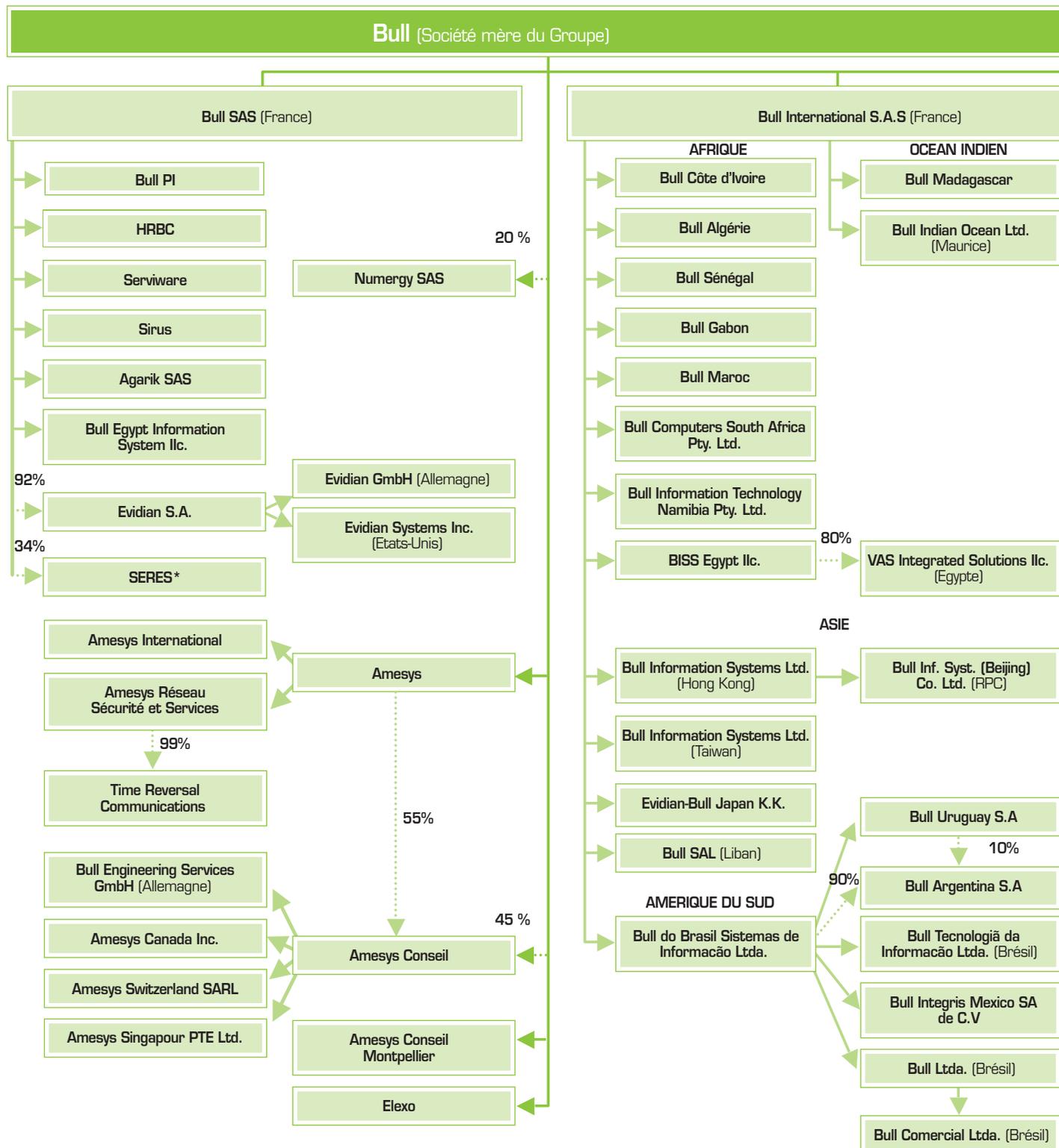
Conformément aux autorisations précitées le conseil d'administration a consenti au cours du premier semestre 2013 :

- 755 000 options de souscription d'actions le 13 février 2013 ; et
- 80 000 options de souscription d'actions le 24 avril 2013.

## Actions potentielles

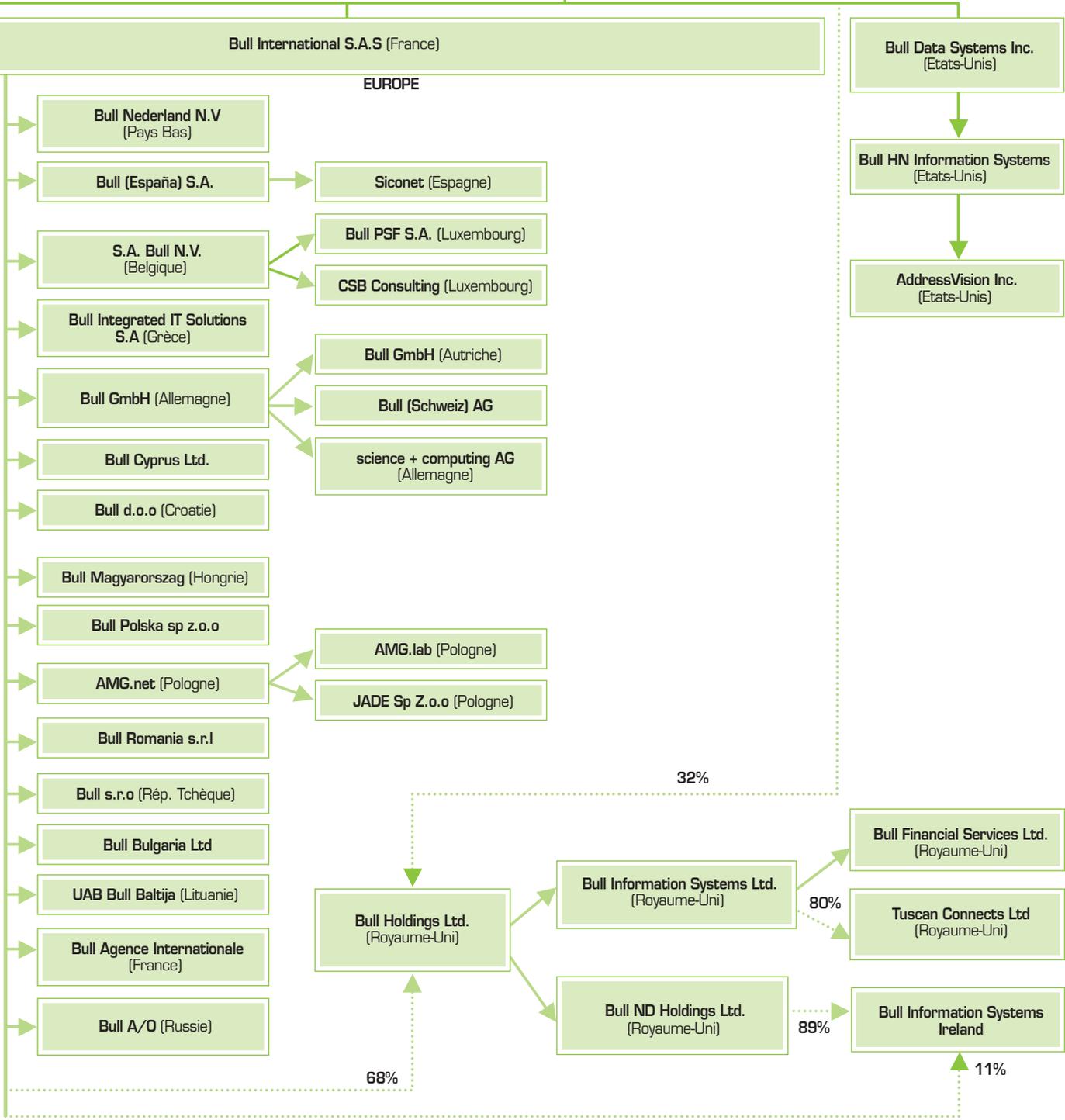
Au 30 juin 2013, le volume potentiel des instruments dilutifs en circulation représente 5 862 actions au titre des OCEANes, 4 804 750 actions au titre des options de souscription d'actions potentiellement exerçables, et 125 411 actions au titre des attributions gratuites d'actions non couvertes. L'effet potentiellement dilutif global de ces instruments est ainsi d'environ 3,9 %.

## 4.2 ORGANIGRAMME



\* Les sociétés marquées d'un \* sont consolidées par la méthode de mise en équivalence. Sauf indications contraires, les participations sont de 100 %.

**Bull** (Société mère du Groupe)



## 4.3 INFORMATIONS CONCERNANT LES SOCIÉTÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2013

Toutes les sociétés sont consolidées par la méthode de l'intégration globale sauf celles marquées d'un \* qui sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Les pourcentages de participation indiqués correspondent également dans tous les cas au pourcentage des droits de vote détenus.

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention (Groupe)
<b>Bull</b> <b>SA au capital de 12 110 114,70 EUR</b> <b>542 046 065 RCS VERSAILLES</b>	<b>Rue Jean-Jaurès</b> <b>78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS</b> <b>(France)</b>	
<b>A - Filiales de Bull</b>		
Bull SAS SAS au capital de 35 636 720 EUR 642 058 739 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
Bull International S.A.S SAS au capital de 10 260 000 EUR 389 481 466 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
Bull Data Systems Inc. Société au capital de 1 408 USD	285 Billerica Road, Suite 200 CHELMSFORD, MA 01824-4174 (États-Unis)	100
Amesys SAS au capital de 1 372 041,16 EUR 315 067 942 RCS AIX	655, avenue Galilée 13794 AIX-EN-PROVENCE (France)	100
Amesys Conseil SAS au capital de 40 000 EUR 432 743 698 RCS AIX	655, avenue Galilée 13794 AIX-EN-PROVENCE (France)	100
Amesys Conseil Montpellier SAS au capital de 37 000 EUR 443 459 631 RCS MONTPELLIER	Bâtiment Archimède – Park Eureka – 396 rue du Mas-Verchant 34070 MONTPELLIER (France)	100
Elexo SAS au capital de 381 122,54 EUR 722 063 534 RCS NANTERRE	20, rue de Billancourt 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT (France)	100
* Numergy SAS au capital de 225 000 000 EUR 753 105 956 RCS NANTERRE	1, place Carpeaux 92915 PARIS CEDEX LA DEFENSE (France)	20
<b>B - Filiales de Bull SAS</b>		
<b>France</b>		
Agarik SAS SAS au capital de 454 500 EUR 433 082 476 RCS BOBIGNY	20, rue Dieumegard 93400 SAINT-OUEN (France)	100
Evidian SA au capital de 3 391 304,37 EUR 422 689 208 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	92
HRBC SAS au capital de 37 000 EUR 442 301 875 RCS BOBIGNY	20, rue Dieumegard 93400 SAINT-OUEN (France)	100
Bull PI SAS au capital de 40 000 EUR 433 732 781 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
* SERES SA au capital de 1 013 786 EUR 343 778 163 RCS BOBIGNY	10, avenue Charles-de-Gaulle 94220 CHARENTON-LE-PONT (France)	34

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention (Groupe)
Serviware SAS au capital de 1 000 000 EUR 394 188 379 RCS MEAUX	13-17, allée des Vendanges 77183 CROISSY-BEAUBOURG (France)	100
SIRUS SAS au capital de 140 000 EUR 399 718 097 RCS MARSEILLE	152, avenue du Prado 13008 MARSEILLE (France)	100
<b>Filiales d'Evidian</b>		
Evidian GmbH Société au capital de 100 000 EUR	Von-der-Wettern-Straße, 27 51 149 COLOGNE (Allemagne)	100
Evidian Systems Inc. Société au capital de 1 000 USD	285 Billerica Road, Suite 200 CHELMSFORD, MA 01824-4174 (États-Unis)	100
<b>C - Filiales de Bull International S.A.S</b>		
<b>Afrique</b>		
Bull Algérie Société au capital de 20 000 000 DZD Numéro d'immatriculation : 001 401 6B0 0 Lieu d'immatriculation : ALGER	16 Rue Yehia El-Mazouni, El Biar ALGER (Algérie)	100
Bull Computers South Africa Pty. Ltd. Société au capital de 2 000 000 SAR Numéro d'immatriculation : 198 9/0 064 53/07	115, West Street 2199 SANDTON JOHANNESBURG (Afrique du Sud)	100
Bull Côte d'Ivoire Société au capital de 200 000 000 XOF Numéro d'immatriculation : CI-ABJ-19 72-B-9804 Lieu d'immatriculation : ABIDJAN	31, avenue Noguès 01 BP 1580 ABIDJAN 01 (Côte d'Ivoire)	100
BISS Egypt Société au capital de 30 385 610 EGP Numéro d'immatriculation : 782 75 Lieu d'immatriculation : LE CAIRE	109 El Thawra Street, Heliopolis 8th Floor LE CAIRE (Égypte)	100
Bull Gabon Société au capital de 100 000 000 XAF Numéro d'immatriculation : 104 6B Lieu d'immatriculation : LIBREVILLE	Immeuble ex-Sonagar Boulevard Bord-de-Mer BP 2260 LIBREVILLE (Gabon)	100
Bull Information Technology Namibia Pty. Ltd. Société au capital de 1 000 SAR Numéro d'immatriculation : 200 0/5 48	C/o Deloitte & Touche Namdeb Center, 10 Bulow street PO Box 47 WINDHOEK (Namibie)	100
Bull Maroc Société au capital de 6 000 000 MAD Numéro d'immatriculation : 154 91 Lieu d'immatriculation : CASABLANCA	Technopark Casablanca Rte de Nouaceur BP 16415 Casablanca 20000 CASABLANCA (Maroc)	100
Bull Sénégal Société au capital de 304 150 000 XOF Numéro d'immatriculation : SN DKR 1979 B 78 Lieu d'immatriculation : DAKAR	Avenue Malick Sy Immeuble Batimat, 4 <sup>e</sup> étage BP 3183 DAKAR (Sénégal)	100
<b>Filiale de BISS Egypt</b>		
VAS Integrated Solutions Société au capital de 6 250 000 EGP	111 Street n° 90 Al Tagamu' Al Khamis Helwan LE CAIRE (Égypte)	80

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention (Groupe)
<b>Amérique du sud</b>		
Bull do Brasil Sistemas de Informação Ltda Société au capital de 9 408 037 BRL Numéro d'immatriculation : 352 075 128 67 Lieu d'immatriculation : SAO PAULO	Avenida Angelica, 903 1° andar – Sala 01 – Higienópolis 01227-901 SAO PAULO SP (Brésil)	100
<b>Filiales de Bull do Brasil Sistemas de Informação Ltda.</b>		
Bull Argentina SA Société au capital de 1 050 849 ARS Numéro d'immatriculation : 179 59	Manuela Saenz 323 5to. Piso Of. 506 C 1107 BPA BUENOS AIRES (Argentine)	100
Bull Ltda. Société au capital de 62 197 349,50 BRL Numéro d'immatriculation : 352 160 297 82 Lieu d'immatriculation : SAO PAULO	Avenida Angelica, 903 Higienópolis 01227-901 SAO PAULO (Brésil)	100
Bull Tecnologia da Informação Ltda. Société au capital de 3 067 185 BRL Numéro d'immatriculation : 352 160 297 91 Lieu d'immatriculation : SAO PAULO	Avenida Angelica, 903 1° Andar– Sala 03 – Higienópolis 01227-901 SAO PAULO (Brésil)	100
Bull Uruguay SA Société au capital de 900 000 UYP	Av. Dr Luis A. de Herrera, 2802 1160 MONTEVIDEO (Uruguay)	100
<b>Filiale de Bull Ltda.</b>		
Bull Comercial Ltda. Société au capital de 8 930 415 BRL	Avenida Angelica, 903 1° andar – Sala 04 – Higienópolis 01227-901 SAO PAULO (Brésil)	100
<b>Asie</b>		
Bull Information Systems (Hong Kong) Limited Société au capital de 59 940 000 HKD	Room 25, 15/F Radio City 505 Hennessy Road Causeway Bay HONG KONG SAR	100
Bull Information Systems (Taïwan) Limited Société au capital de 30 000 000 TWD	7F, no 207-3, Sec 3 Beishin Road, Shindian City TAIPEI (Taïwan)	100
Bull SAL Société au capital de 160 000 000 LBP	69, Rue Jal el Dib Secteur 1 – BP 60208 12412020 METN (Liban)	100
Evidian-Bull Japan KK Société au capital de 50 000 JPY	4-3-9 Nihonbashi Muromachi, Chuo-Ku – TOKYO (Japon)	100
<b>Filiale de Bull Information Systems (Hong Kong)</b>		
Bull Information Systems (Beijing) Co. Ltd Société au capital de 500 000 USD	11/F, Jing Guang Centre Office Building Hu Jia Lou Chao Yang District 100 020 PEKIN (République Populaire de Chine)	100
<b>Europe</b>		
AMG.net Société au capital de 763 166,90 PLN	29, rue de Lakowa 90554 LODZ (Pologne)	100
Bull Agence Internationale SAS au capital de 30 000 EUR 540 027 653 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
Bull Bulgaria Ltd. Société au capital de 100 000 BGN	29 A, Slavianska street, Floor 4, Office 17, Sredets District 1407 SOFIA (Bulgarie)	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention (Groupe)
Bull Cyprus Ltd Société au capital de 20 000 CYP	70, Makarios III Avenue PO Box 27269 NICOSIE (Chypre)	100
Bull d.o.o. Société au capital de 2 229 000 HRK	Koturaska 69 10000 ZAGREB (Croatie)	100
Bull (España) SA Société au capital de 8 000 020 EUR	Paseo de las Doce Estrella n°2 Campo de las Naciones 28042 MADRID (Espagne)	100
Bull GmbH (Germany) Société au capital de 23 000 000 EUR	Von-der-Wettern-Straße, 27 51 149 COLOGNE (Allemagne)	100
Bull Holdings Limited Société au capital de 105 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD HERTFORDSHIRE – HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Bull Integrated IT Solutions SA Société au capital de 1 502 454,66 EUR	44, avenue Syngrou BP 19027 117 42 ATHÈNES (Grèce)	100
Bull Magyarország Société au capital de 300 000 000 HUF	Szépvölgyi ut 43 H- 1037 BUDAPEST (Hongrie)	100
Bull Nederland NV Société au capital de 1 800 000 EUR	Dalsteindreef 141- 151 1112 XJ Diemen Netherlands PO Box 22859 1100 DJ AMSTERDAM (Pays-Bas)	100
SA Bull NV Société au capital de 7 200 464,06 EUR	Chaussée de la Hulpe 120 B-1000 BRUXELLES (Belgique)	100
Bull Polska Sp. Z.o.o. Société au capital de 2 900 000 PLN	ul. Krolewska 16 00 103 VARSOVIE (Pologne)	100
Bull Romania SRL Société au capital de 340 700 RON	12 A Burghilea Street, 2nd district, 024032 BUCAREST (Roumanie)	100
Bull s.r.o. Société au capital de 15 000 000 CZK	Lazarska, 6 120 00 PRAGUE 2 (République Tchèque)	100
UAB « Bull Baltija » Société au capital de 150 000 LTL	40 Gostauto Street 01112 VILNIUS (Lituanie)	100
<b>Filiales de Bull GmbH (Allemagne)</b>		
Bull GmbH (Austria) Société au capital de 5 820 000 EUR	Am Euro Platz 2 (Euro Plaza Gebäude G) A- 1120 VIENNE (Autriche)	100
Bull (Schweiz) AG Société au capital de 100 000 CHF	Walliseller Strasse 116, 8152 OPFIKON (Suisse)	100
science+computing AG Société au capital de 1 495 000 EUR	Hagellocher Weg 73 72070 TUBINGEN (Allemagne)	100
<b>Filiale de Bull (España) SA</b>		
Siconet Société au capital de 126 000 EUR	Paseo de las Doce Estrella 2 Campo de las Naciones 28042 MADRID (Espagne)	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention (Groupe)
<b>Filiales de Bull Holdings Limited</b>		
Bull Information Systems Limited Société au capital de 59 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD HERTFORDSHIRE HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Bull ND Holdings Limited Société au capital de 11 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD HERTFORDSHIRE HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
<b>Filiales de Bull Information Systems Limited</b>		
Bull Financial Services Limited Société au capital de 2 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD HERTFORDSHIRE HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Tuscan Connects Ltd Société au capital de 1 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD HERTFORDSHIRE HP2 7DZ (Royaume-Uni)	80
<b>Filiale de Bull ND Holdings Limited</b>		
Bull Information Systems Ireland Société au capital de 278 750 EUR	29/3, South William Street DUBLIN (Irlande)	100
<b>Filiales de SA Bull N.V.</b>		
BULL PSF SA Société au capital de 1 500 000 EUR	CAP2 Parc d'activités de Capellen 40 L – 8308 LUXEMBOURG (Luxembourg)	100
Communication-System & Business (CSB Consulting) Société au capital de 53 550 EUR	CAP2 Parc d'activités de Capellen 40 L – 8308 LUXEMBOURG (Luxembourg)	100
<b>Filiales de AMG.net</b>		
AMG.lab Limited Société au capital de 1 000 000 PLN	11, rue de Lakowa 90562 LODZ (Pologne)	100
JADE Sp. Z.o.o. Société au capital de 80 000 PLN Reg. 119112 Torun	ul. Grudziadzka 110-114 87-100 TORUN (Pologne)	100
<b>Océan Indien</b>		
Bull Indian Ocean Limited Société au capital de 10 000 MUR	C&R Court, 49, rue la Bourdonnais PORT-LOUIS (Maurice)	100
Bull Madagascar SA Société au capital de 29 240 000 MGA	12, rue Indira Gandhi Tsaralalana BP 252 ANTANANARIVO (Madagascar)	100
<b>D - Filiale de Bull Data Systems Inc.</b>		
Bull HN Information Systems Inc. Société au capital de 1 558 USD	285 Billerica Road, Suite 200 CHELMSFORD, MA 01824-4174 (États-Unis)	100
<b>Filiale de Bull HN Information Systems Inc.</b>		
AddressVision Inc. Société au capital de 1 000 USD	285 Billerica Road, Suite 200 CHELMSFORD, MA 01824-4174 (États-Unis)	100
<b>E - Filiales d'Amesys</b>		
Amesys International SAS au capital de 457 347,05 EUR (n° SIREN 412 130 486)	655, avenue Galilée 13793 AIX-EN-PROVENCE (France)	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention (Groupe)
Amesys Réseau Sécurité et Services SAS au capital de 6 590 515,44 EUR (n° SIREN 403 412 463)	20, rue de Billancourt 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT (France)	100
<b>Filiales d'Amesys Conseil</b>		
Amesys Canada Inc. Société au capital de 1 000 CAD	1, place Ville-Marie H3B 2C4 MONTRÉAL, Québec (Canada)	100
Bull Engineering Services GmbH Société au capital de 25 000 EUR	Von-der-Wettern-Str. 27, 51149 COLOGNE (Allemagne)	100
Amesys Switzerland SARL Société au capital de 50 000 CHF	Rue Etraz 4, c/o Berney & Associés, Société Fiduciaire, Succursale de Lausanne CH- 1003 LAUSANNE (Suisse)	100
Amesys Singapour PTE Ltd Société au capital de 150 000 SGD Numéro d'immatriculation : 201103490H	9 Temasek Bld 09-01 Suntec Tower Two (Singapour)	100
<b>Filiale d'Amesys Réseau Sécurité et Services</b>		
Time Reversal Communications SA au capital de 326 259 EUR 504 081 233 RCS PONTOISE	10, avenue de l'Entreprise Parc Saint-Christophe 95861 CERGY-PONTOISE (France)	99

## 4.4 INFORMATIONS CONCERNANT LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS NON INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2013, les principales participations non incluses dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
Safelayer Société au capital de 1 950 000 EUR	Edificio World Trade Center (S-4) Moll de Barcelona S/N 08039 BARCELONE (Espagne)	15
Bull Integris Mexico SA de CV Société au capital de 50 000 MXN	Circuito Circunvalación Poniente No. 4-B, Ciudad Satélite, Naucalpan, CP. 53100, MEXICO (Mexique)	100
Bull A/O Société au capital de 17 700 RUB	Elecrichesky Pereulok, 3, Building 3, entr., 3 123557 MOSCOU (Russie)	100
Bull Égypte Information System Cie Société au capital de 50 000 EGP	World Trade Center 11-13 Corniche El Nil, LE CAIRE (Égypte)	100

# INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES



## 5.1 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

72

La typographie de certains termes utilisés dans le présent rapport financier semestriel ne correspond pas pleinement à la dénomination qui a fait l'objet d'un dépôt. Ainsi et notamment pour les termes suivants, il faut lire : pour bull™, Bull™ ; pour bullion, BULLION™ ; pour Crypt2Pay, CRYPT2Pay™ ; pour Crypt2Protect, CRYPT2Protect™ ; pour Escala™, ESCALA™ ; pour extreme factory, EXTREME FACTORY™ ; pour globull, GLOBULL™ ; pour Le cloud by Bull, Le Cloud by Bull™ ; pour mobull™, MOBULL™ ; pour novascale bullion™, NovaScale BULLION™ ; pour novascale gcoss, NovaScale GCOS™ ; pour Proteccio, PROTECCIO™ ; pour StoreWay, STOREWAY™ ; pour Sphone, SPHONE™ ; pour TrustWay, TRUSTWAY™ ; pour VisiBull, VISIBULL™.

## 5.1 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

La responsabilité du présent document est assumée par Philippe Vannier, Président-directeur général de Bull.

### **Attestation du responsable du présent document**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 9 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 25 juillet 2013

Philippe Vannier

Président-directeur général



Bull  
Société anonyme au capital de 12 110 114,70 €  
R.C.S. Versailles 542 046 065  
Siège social : rue Jean Jaurès  
78340 Les Clayes-sous-Bois  
France  
Tél. : +33 (0)1 30 80 70 00  
[www.bull.fr](http://www.bull.fr)

